



Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion

**CESAG EXECUTIVE
EDUCATION
(CEE)**

**MBA GESTION DE PROJETS
(MBA GP)**

Promotion : 2017- 2018

**Projet Professionnel pour l'obtention du diplôme de
MBA en Gestion de Projets**



THEME

**Etude de faisabilité d'un projet de création d'un
centre de formation professionnelle en
maçonnerie-menuiserie dans la ville de Doba
(Tchad)**

Préparé par :

Encadré par :

M. NDOFETTE Timothée

M. Alioune NDIAYE

Enseignant associé au CESAG

Novembre 2018

Dédicaces

Je dédie ce modeste travail à :

- mes feux défunts pères MODJIMADINGAR Mbaikodji et NDAINGAR Mathias ;
- mon oncle et mes tantes paternels MOUSSARINGAR Elie, NATMBAYE Ruth et MADJIRE Berthe ;
- ma mère MANDIYOM Marie-Ange ;
- ma femme NDOROUMBAYE Aphénique et tous mes enfants.

CESAG - BIBLIOTHEQUE

Remerciements

Je remercie en première position l'Eternel Dieu qui m'a gardé dans la vie et m'a soutenu pendant mes études pour arriver à ce niveau.

Je suis reconnaissant envers toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation de ce mémoire d'une manière ou d'une autre. Ces remerciements vont à l'endroit de :

- tous mes parents pour leur soutien multiforme ;
- monsieur ALIOUNE NDIAYE pour son encadrement, qui, malgré ses multiples occupations, a accepté de me suivre du début jusqu'à la fin de ce travail ;
- tout le corps professoral pour la qualité de formation reçue à travers leur compétence ;
- mon oncle NGARHOUNOUM NGONBELOUM pour sa détermination à m'encourager et me soutenir pour venir au CESAG ;
- mon oncle MOUSSATANGAR ENLENGAR pour ses soutiens sans failles ;
- mon cousin DJELASSEM Seth pour tous ses soutiens
- mes sœurs et cousin WONGRAMAL Caroline, NDOUGUEMADJI MODJIMADINGAR, MISHIBEYE Nora et NGUINEMBAYE Léon de leur apport dans tous les sens ;
- la famille MIANRO ROBNODJI pour son soutien en tant que ma tutrice à Dakar ;
- toute la promotion de MBA GP de l'année académique 2017-2018 pour la franche collaboration pendant les études ;
- la délégation régionale de l'éducation nationale du Logone Oriental et la direction du centre de formation technique et professionnelle de DOBA-TCHAD pour les renseignements mis à notre disposition pendant nos recherches ;
- mes aînés MBAITOUBAM Maturin, Malba Jacob, Barka pour sa disponibilité à m'aider dans mes collectes de données ;
- docteur ALI ABDRAMANE AGGAR, fondateur de l'Université HEC-TCHAD pour ses encouragements ;
- madame NGOM Dicko Diarra pour son soutien remarquable pendant toute la durée de formation ;
- ma compatriote MANDBAYE Blandine, ancienne étudiante du CESAG pour ses orientations et conseils;
- l'Association des Etudiants et Stagiaires Tchadiens au CESAG.

Liste des sigles et abréviations

AFD :	Analyse Financière Détaillée
AFS :	Analyse Financière Sommaire
BFDR :	Besoin en Fonds de Roulement
BM :	Banque Mondiale
BTS :	Brevet de Technicien Supérieur
CESAG :	Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion
CETC :	Collège d'Enseignement Technique Commercial
CETIN :	Collège d'Enseignement Technique Industriel
CFTP :	Centres de Formation Technique et Professionnelle
COU :	Couture
DFFTP :	Diplôme de Fin de Formation Technique et Professionnelle
DRCI :	Délai de Récupération du Capital Investi
EFF :	Echéancier des Flux Financiers
ETFP :	Enseignement Technique et la Formation Professionnelle
FMI :	Fonds Monétaire International
GIE :	Groupement d'Intérêt Economique
HEC-TCHAD :	Haute Ecole Commerciale et de la Communication au Tchad
INSEED :	Institut National de la Statistique, d'Etudes Economiques et Démographique
LETCO :	Lycées d'Enseignement Technique Commercial
LETIN :	Lycées d'Enseignement Technique Industriel
LOR :	Logone Oriental
MAU :	Maintenance Auto
MEB :	Maintenance Electricité Bâtiment
MEC :	Mécanique
MFPPM :	Ministère de la Formation Professionnelle et des Petits Métiers
ODD :	Objectifs de Développement Durable
OHADA :	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
PIET :	Plan Intérimaire de l'Education au Tchad
PLOM :	Plomberie
PME :	Petites et Moyennes Entreprises
PMI :	Petites et Moyennes Industries
PND :	Plan National de Développement

PNEFPT :	Plan National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle au Tchad
RCA :	République Centrafricaine
RUMI :	Rendement de l'Unité Monétaire Investie
SA :	Société Anonyme
SARL :	Société A Responsabilité Limitée
SEDES :	Société d'Etude pour le Développement Economique et Social
SOM :	Soudage et Montage
TRI :	Taux de Rentabilité Interne
UET :	Université Evangélique au Tchad
VAN :	Valeur Actuelle Nette

CESAG - BIBLIOTHEQUE

Liste des tableaux

Tableau 1 : Les indicateurs des variables indépendantes	14
Tableau 2 : Les indicateurs de la variable dépendante	15
Tableau 3 : Centres de Formation Technique et Professionnelle	34
Tableau 4 : Quelques indicateur de l'EFTP	38
Tableau 5 : Analyse de macroenvironnement	39
Tableau 6 : Analyse fonctionnelle	40
Tableau 7 : Analyse de la demande	41
Tableau 8 : Synthèse de l'analyse de l'intensité concurrentielle	43
Tableau 9 : Analyse SWOT	44
Tableau 10 : Taux de redoublement, d'abandon et d'exclusion de l'enseignement du second cycle de la région du Logone Oriental	53
Tableau 11 : Statistiques des apprenants du CFTP de Doba pour l'année 2015-2016	54
Tableau 12 : Statistiques des apprenants du CFTP de Doba pour l'année 2016-2017	55
Tableau 13 : Statistiques des apprenants du CFTP de Doba pour l'année 2017-2018	56
Tableau 14 : Conditions du centre	57
Tableau 15 : Estimation du coût d'investissement	61
Tableau 16 : Estimation des dépenses d'exploitation	61
Tableau 17 : Estimation des charges salariales	62
Tableau 18 : Plan de financement	69

Tableau 19 : Planning des activités 72

CESAG - BIBLIOTHEQUE

Liste des figures

Figure 1 : Le genre	45
Figure 2 : Les professions des personnes enquêtées	45
Figure 3 : L'existence des enfants déscolarisés dans la zone.....	46
Figure 4 : Scolarisation des enfants avant leur déscolarisation.....	47
Figure 5 : Le nombre des enfants déscolarisés.....	47
Figure 6 : Le niveau scolaire des enfants	48
Figure 7 : Enfant admissible au CFTP	48
Figure 8 : L'existence d'un centre de formation à Doba.....	49
Figure 9 : Qualité de la formation existante.....	50
Figure 10 : Pertinence de la création d'un autre centre de formation à Doba	50
Figure 11 : Les métiers sollicités.....	51
Figure 12 : Organigramme du projet.....	63

Liste des annexes

Annexe 1 : Questionnaire	78
Annexe 2 : Les autres tableaux	81
Annexe 3 : Plan du terrain.....	89
Annexe 4 : Carte du Tchad.....	90

CESAG - BIBLIOTHEQUE

Fiche synoptique

Pays	Tchad
Zone du projet	Région du Logone Oriental
Localisation	Doba (chef-lieu de la région)
Intitulé du projet	Etude de faisabilité d'un projet de création d'un centre de formation professionnelle en maçonnerie-menuiserie dans la ville de Doba (Tchad)
Forme juridique	SARL
Promoteur	Monsieur NDOFETTE TIMOTHEE
Coût du projet	119 527 000
Fonds propres (40%)	47 810 800
Emprunt (60%)	71 716 200
Taux d'intérêt	10%
Besoin en fonds de roulement	19 045 000
Délai de récupération	3 ans 5 mois et 15 jours
Rendement de l'Unité Monétaire investie (RUMI)	3,70
Taux de rendement Interne (TRI)	22%
Valeur Actuelle Nette (VAN)	30 487 809 FCFA avec un taux de 20%
Nombre d'emplois créés	17
Masse salariale annuelle	15 120 000
Impôts et taxes sur 10 ans	117 157 067 FCFA

Sommaire

Dédicaces	i
Remerciements	ii
Liste des sigles et abréviations	iii
Liste des tableaux	v
Liste des figures	vii
Liste des annexes	viii
Fiche synoptique	ix
Sommaire	x
INTRODUCTION GENERALE	1
PREMIERE PARTIE : CADRE THEORIQUE ET CONTEXTUEL DU PROJET ET ETUDE DE BESOIN	7
Chapitre 1 : CADRE THEORIQUE DU PROJET ET METHODES DE COLLECTE DES DONNEES	7
Chapitre 2 : PRESENTATION DU PROMOTEUR ET ETUDES DES BESOINS	31
DEUXIEME PARTIE : ETUDE DE FAISABILITE DU PROJET	58
Chapitre 3 : PLAN OPERATIONNEL DU PROJET	59
Chapitre 4 : RESULTATS ATTENDUS, PERSPECTIVES ET PLANNING DES ACTIVITES	71
CONCLUSION GENERALE	74
ANNEXES	77
BIBLIOGRAPHIE	91
TABLE DES MATIERES	93

CESAG - BIBLIOTHEQUE

INTRODUCTION GENERALE

Introduction générale

L'éducation d'une manière générale et en particulier la formation professionnelle demeure toujours une préoccupation sur le plan mondial pour construire un développement durable. C'est ainsi que l'objectif 4 des Objectifs de Développement Durable (ODD) prévoit d'assurer une éducation inclusive et de qualité pour tous et promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie à l'horizon 2030.

L'enseignement technique et la formation professionnelle (ETFP) est un défi pour tous les pays de l'Afrique. Le problème croissant du chômage et du sous-emploi des jeunes constitue l'une des principales préoccupations de développement socio-économique de la plupart des gouvernements africains. Ce défi continental préoccupe l'Union Africaine (UA) qui en fait l'un de ses axes d'intervention.

Le Tchad, pays continental n'est pas épargné par ce problème majeur. Couvrant une superficie de 1 284 000 km², le Tchad occupe le 5^e rang des pays les plus vastes d'Afrique après le Soudan, l'Algérie, la République Démocratique du Congo et la Libye. Il partage des frontières communes avec la Libye au Nord, le Soudan à l'Est, le Cameroun, le Niger et le Nigeria à l'Ouest et la RCA au Sud. La population totale du Tchad en 2015 est estimée à 11 631 456 habitants.

La population tchadienne, à l'image de celle des pays en développement, est marquée par une forte croissance démographique (3,6% par an) qui chaque année, met sur le marché du travail un nombre important de jeunes en quête d'un emploi. La disponibilité de ce fort potentiel humain et le chômage des jeunes sont confirmés par plusieurs études.

En 2011, l'analyse du marché de l'emploi au Tchad par l'Institut National de la Statistique d'Etudes Economiques et Démographique (INSEED) a montré que le Tchad dispose des ressources humaines capables de booster la croissance économique et contribuer à la réduction de la pauvreté.

En 2012, selon l'Enquête sur la Consommation des ménages et le Secteur Informel au Tchad 2^{me} série (ECOSIT2), la population en âge de travailler est passée de 3 676 307 personnes en 2003 à 5 800 000 en 2012. De même, les résultats de l'ECOSIT 3 de 2013 révèlent qu'un taux de chômage de 22% concernant généralement la classe d'âge 15-30 ans.

Chaque année donc, de nombreux jeunes en âge de travailler arrivent sur le marché du travail illustrant une forte proportion de cette tranche d'âge une situation de vulnérabilité. Ainsi, la situation de l'emploi des jeunes demeure préoccupante, malgré l'avènement de l'ère pétrolière à partir de 2003.

Conscient de ce problème, le gouvernement tchadien a inscrit dans son Plan National de Développement (PND) de 2017 – 2021, l'emploi comme composante majeure de la demande sociale. Le PND relève qu'en dépit de l'insuffisance de données statistiques fiables sur le marché de l'emploi au Tchad, des analyses montrent un potentiel important en termes de ressources humaines. La population en âge de travailler est passée de 3 676 307 personnes en 2003 à 5 800 000 en 2012 selon l'Enquête sur la Consommation des ménages et le Secteur Informel au Tchad 2^{ème} série (ECOSIT2). Chaque année, de nombreux jeunes en âge de travailler arrivent sur le marché du travail. Selon les résultats de l'ECOSIT 3, le taux de chômage est de 22% et touche généralement la classe d'âge 15-30 ans, illustrant une forte proportion de jeunes dans une situation de vulnérabilité. Pour mettre en adéquation cette demande de travail aux besoins du marché, le Gouvernement et ses partenaires ont promu la formation professionnelle et l'apprentissage par la création des centres de formation dans les différentes régions du pays.

Problématique

Le nombre croissant de jeunes faiblement éduqués, sans compétences et sans emploi devient chaque jour une menace à la stabilité des pays et donc à leur développement. On estime que près de 100 millions de jeunes hommes et femmes en Afrique, sur une population totale de jeunes d'environ 200 millions sont analphabètes et au chômage ou sont dans des emplois faiblement rémunérés (selon le rapport de l'UNESCO, 2012). Par conséquent, la qualité de la main-d'œuvre demeure faible et le plus souvent inadaptée.

L'enseignement technique et professionnel se caractérise par une forte concentration des établissements dans la capitale (N'Djaména). Sur les 43 établissements publics et privés que compte le pays, seule la ville de N'Djaména regroupe plus de 60% selon le Plan Intérimaire de l'Education au Tchad (PIET) 2018-2020. Sur le plan de l'emploi, on peut relever une situation paradoxale qui tient à la fois à la distorsion entre les offres de formation et les qualifications requises sur le marché de travail.

La ville de Doba est la capitale de la région du Logone Oriental, située au sud du pays (Tchad). Cette région est une des 23 régions du pays la plus peuplée. Elle est classée au deuxième rang avec une population de 779 339 après celle de N'Djamena qui compte 951 418 habitants selon le recensement général de la population de 2009.

La ville a une population estimée à plus de 11000 habitants selon les données de l'administration communale de 2015. Elle est également la capitale de la région productrice du pétrole tchadien appelé le « bassin de Doba ».

Cette région bénéficie de la politique de l'Etat tchadien dans le domaine de l'éducation et la formation professionnelle. En effet, à travers cette politique, le gouvernement tchadien a doté la ville d'établissements d'enseignements du premier cycle, second cycle, une université et un centre de formation technique et professionnel.

Parallèlement à ces établissements publics, il existe également des établissements privés d'enseignement général et un collège de formation en mécanique automobile.

Au regard du nombre de la population et particulièrement les jeunes, les structures scolaires et de formation professionnelle sont très insuffisantes, il n'y a que deux centres dont un public créé en 2004 et l'autre privé créé en 2017. Les conditions sociales font que certains jeunes n'arrivent pas à terminer leur cursus scolaire. Il y a ceux qui abandonnent dès le primaire et d'autres à mi-parcours soit au secondaire ou soit au supérieur. A cela s'ajoute également un grand nombre de bacheliers chaque année qui se retrouve à la maison non seulement parce que la seule université ne peut pas les absorber, mais aussi parce que les parents n'ont pas les moyens de les envoyer poursuivre les études ailleurs.

Ainsi, il résulte de cette situation que beaucoup des jeunes dont l'âge varie entre 15 et 30 ans abandonnent les bancs d'école et se lancent dans les activités telles que : la conduite des mototaxis, la fabrication des briques au bord du fleuve, l'agriculture et l'élevage traditionnel, etc. Ces activités leur rapportent certainement un peu de moyen pour leur survie quotidienne mais sans garantie. Ils n'ont aucun métier professionnel pour leur permettre d'entrer dans la vie active, être compétitif sur le marché d'emploi, être considéré comme une main-d'œuvre qualifiée...

A cet effet, toutes ces analyses nous amènent à réfléchir sur les métiers porteurs qui faciliteront l'insertion des jeunes dans la vie socio-professionnelle. Ces métiers sont nombreux et les besoins se font sentir dans la localité. Ils sont entre autres : la couture, le maraichage, la maçonnerie, la mécanique automobile, la menuiserie, la santé, le management...

Les contraintes liées à la disponibilité de certains formateurs dans certains métiers nous ont amené à travailler sur un projet de création d'un centre orienté vers certaines spécialisations comme la maçonnerie et la menuiserie, d'où l'intitulé de notre sujet : « **Etude de faisabilité d'un projet de création d'un centre de formation professionnelle en maçonnerie-menuiserie dans la ville de Doba (Tchad)** »

Le choix de ce thème se justifie par la croissance considérable de la ville sur le plan démographique, les différents projets d'investissement de l'Etat et les ONG pour la construction et l'équipement d'infrastructures socio-économiques initiés dans la localité, le manque criard d'infrastructures de formation professionnelle (un seul centre de formation technique public). Ce déficit a des conséquences négatives sur la qualité des prestations de services dans ce domaine.

Pour pallier cette insuffisance, il nous paraît opportun de créer un centre de formation professionnelle et technique au sein de cette localité.

Question principale de recherche :

La création d'un centre de formation professionnelle en maçonnerie et menuiserie est-elle faisable dans la ville de Doba (Tchad) ?

Objectif général de l'étude

L'objectif général de cette étude est d'apprécier la faisabilité d'un projet de création d'un centre de formation professionnelle en maçonnerie-menuiserie.

Délimitation de l'étude

Au Tchad d'une manière générale et particulièrement dans la localité de Doba, la formation professionnelle connaît beaucoup de difficultés. Elle n'arrive pas à satisfaire les besoins des populations en termes d'emploi ou main-d'œuvre qualifiées. C'est tout le sens de la portée de cette étude dont l'objet est la création d'un centre de formation professionnelle en maçonnerie-

menuiserie à Doba (Tchad). Compte tenu du temps et des moyens insuffisants pour élargir l'étude, nous avons circonscrit celle-ci uniquement dans la zone d'implantation du projet.

Démarche de l'étude

La démarche du présent travail s'articule autour de trois axes :

- la recherche documentaire
- la collecte des données sur le terrain
- le traitement et l'analyse des données

Intérêt du projet

Il est au bénéfice des différents intervenants à savoir : l'Etat Tchadien, le CESAG et nous-même.

- **Etat Tchadien** : ce mémoire participera à la mise en place d'un centre de formation privée. Il contribuera à l'augmentation de la main d'œuvre qualifiée. Cette main d'œuvre sera sur le marché d'emploi afin de réduire le taux de chômage des jeunes dont l'Etat en fait l'une de ses priorités ;
- **le CESAG** : cette étude est un travail scientifique qui viendra enrichir le fond documentaire de cette grande école. Pour cela, elle constituera l'une des références pour la recherche des futurs promoteurs qui aborderont les cas similaires.
- **nous-même** : l'intérêt pour nous sera la mise en pratique des connaissances théoriques apprises pendant notre période de formation au programme de MBA en Gestion des Projets. Cette étude répond à notre désir de réaliser un projet et gérer conformément en tant qu'un manager avec tous les outils mis à notre disposition et d'autres que nous aurons à compléter dans nos recherches personnelles puis sur le terrain. Au-delà, nous voulons investir notre modeste capital pour une profession libérale.

L'annonce du plan

En plus de l'introduction et de la conclusion, la présente étude s'articule autour de quatre (4) chapitres regroupés dans deux parties.

La première partie traite la présentation du projet et étude de besoin. Dans cette partie, le chapitre 1 traite la présentation du projet et méthode de collecte des données, tandis que le chapitre 2 aborde la présentation du promoteur et études des besoins.

La deuxième partie porte sur l'étude de faisabilité du projet avec le chapitre 3 qui est consacré sur le plan opérationnel du projet, et enfin le chapitre 4 réservé aux résultats attendus, perspectives et planning des activités

CESAG - BIBLIOTHEQUE

PREMIERE PARTIE :
CADRE THEORIQUE ET CONTEXTUEL DU
PROJET ET ETUDE DE BESOIN

Chapitre 1 : CADRE THEORIQUE DU PROJET ET METHODES DE COLLECTE DES DONNEES

Dans ce chapitre, il sera question de définir le concept de projet dans ses différents aspects en s'appuyant sur certains auteurs.

Section 1 : Généralités sur un projet ou revue de la littérature

1.1. Définition des concepts clés

Il existe plusieurs définitions du mot « projet ». Afin de bien situer le terme de projet, nous tenterons d'aborder dans cette section de définir la notion de projet sous différents angles.

Pour le sens commun, le projet est un souhait ou une intention, c'est-à-dire un rêve ou une simple vue de l'esprit.

Nous retenons quelques définitions des auteurs, organismes, managers... suivants :

Selon CORRIVEAU (2012), le projet est « une véritable métamorphose d'un besoin ou d'une opportunité en un livrable accompli, le projet peut se définir comme : « une série d'activités non répétitive visant à produire un spécifique et souvent ponctuel de biens ou de services. Diamétralement opposé à l'exécution des opérations courantes, la conduite du projet requiert une logique et une logistique différente qui obligent l'entreprise à s'adapter aux spécifiques de cette question sur mesure :

- une structure temporaire ;
- un mode de travail en équipe multidisciplinaire ;
- des activités inter reliées et interdépendantes qui constituent progressivement un tout ;
- des contraintes à respecter (coûts, délais, spécificités ou performances, valeur, etc.) ;
- des relations de travail plus décentralisées, facilitant l'intégration, la souplesse et la participation.

Pour l'Association Francophone du management de projet (AFMP) : « le projet un processus unique qui consiste à un ensemble d'activités coordonnées comportant des dates de début et de fin, entrepris dans le but d'atteindre un objectif conforme à des exigences spécifiques, incluant les contraintes de délais, des coûts, et des ressources » (ISO 10006)

« Un projet est un ensemble d'actions à réaliser pour atteindre un objectif défini dans le cadre d'une mission précise et pour la réalisation desquelles on a identifié non seulement un début mais aussi une fin » (Dictionnaire de management de projet, AFITEP, 4^{ème} édition, AFNOR).

De part ces quelques définitions, nous avons trouvé les éléments communs qui sont les coûts, délais, qualités, objectifs, activités. Sur la base de ce constat, nous appelons projet un ensemble d'activités (complexes, nouvelles, unique) qui mobilisent des moyens (financiers, matériels et humains) pour l'atteinte d'une ou des objectif(s) correspondant à un ou des besoin(s) prioritaire(s), soumis à des contraintes (délai, qualité et coût).

1.1.1. Caractéristiques d'un projet

Un projet a deux caractéristiques essentielles à savoir la complexité et l'unicité

1.1.1.1. La complexité

Un projet est complexe dans le sens où, il va faire appel à des ressources, à des moyens, à des compétences qui ne sont pas placées, généralement, sous une seule et même autorité. Ces ressources, ces moyens et compétences doivent être coordonnées, afin qu'ils puissent travailler ensemble à l'atteinte des objectifs du projet.

La complexité du projet ne réside pas dans la complication technique, mais bien cette nécessité d'organiser et de motiver, afin de faire travailler ensemble diverses ressources et compétences dont les intérêts sont parfois très divergents.

1.1.1.2. L'unicité

Il n'y a pas deux projets identiques. Malgré des similitudes, chaque projet comporte des novations. D'où la nécessité de toujours définir un processus complet de réalisation du projet, de son lancement à son aboutissement.

1.1.2. Avantages et limites des projets

Un projet est une activité nécessitant beaucoup de temps et de ressources. Elle comporte aussi bien des avantages que des limites.

1.1.2.1. Les avantages

L'étude du projet permet à des spécialistes d'origines diverses de se retrouver pour la collecte des informations et pour la formulation des hypothèses qui fondent les prévisions à faire. Elle :

- donne une idée des coûts prévisionnels et facilite l'établissement d'un plan financier ;
- permet au futur gestionnaire du projet d'avoir un meilleur jugement sur les problèmes qu'il va rencontrer dans sa tâche ;
- fournit au futur gestionnaire des critères d'évaluation des progrès réalisés dans l'exécution du projet.

1.1.2.2. Les limites

Elles sont multiples et ne peuvent être liées à :

- la possibilité de faire des hypothèses irréalisables, quant au rendement, à l'évolution des prix, à la part du marché qu'on va occuper... ;
- l'évaluation du projet ne permet pas de prévoir tous les risques et incertitudes du futur : changement de régime politique, tremblement de terre, catastrophes naturelles et autres ;
- l'obsolescence des machines pour rendre erronés les choix d'investissement antérieurement effectués, dans le cas d'un environnement technique changeant.

1.2. Enjeux du projet

Le Tchad est un pays de l'Afrique Centrale dans lequel un projet évoluant dans le secteur de la formation professionnelle peut faire face à de nombreux enjeux entre autres politiques, environnementaux et sociaux, économiques.

1.2.1. Enjeux politiques

Malgré la stabilité politique précaire du pays, les autorités en charge de la formation professionnelle ont la volonté pour faire améliorer les conditions des enseignants et des apprenants. A travers cette volonté, le Plan Intérimaire de l'éducation au Tchad 2018-2020 prend en compte la formation professionnelle publique et privée. La formation professionnelle faisant partie des secteurs indispensables pour le développement durable d'un pays comme le Tchad.

1.2.2. Enjeux environnementaux et sociaux

Dans le contexte où la préservation de notre environnement est indispensable et est au cœur de toutes les stratégies des entreprises, il est important pour un centre de formation professionnelle comme le nôtre de prendre en compte des aspects environnementaux et sociaux importants dans ses différents secteurs de gestion.

1.2.3. Enjeux économiques

Selon le PND 2017-2021, la croissance économique au Tchad a connu deux périodes au cours des deux dernières décennies : la phase d'avant 2003 avec une croissance moyenne de 3% environ et la phase d'après 2003 avec une croissance moyenne proche de 9%. La croissance de la phase d'après 2003 est portée essentiellement par le secteur pétrolier, alors que celle d'avant 2003 est portée par les sous-secteurs de l'élevage et de l'agriculture.

Plus récemment, l'environnement économique tchadien a été marqué par la chute du prix du baril de pétrole et l'insécurité imputable au terrorisme dans le bassin du Lac Tchad. Ces deux chocs exogènes ont impacté négativement sur l'économie tchadienne. Toutefois le besoin dans le cadre de la formation se fait sentir. Plus le taux de la démographie croît, plus le nombre des jeunes à la recherche de la formation croît aussi.

1.3. Typologie et nature de projets

La gestion des projets est une action temporaire avec un début et une fin. En effet, nous allons nous intéresser à leurs typologies et à leurs natures.

1.3.1. Typologie de projet

1.3.1.1. Projets productifs

Ce type de projet permet de désigner un projet dont la réalisation aura pour objet la création d'un bien et/ou d'un service marchand.

La décision d'un tel projet sera fortement influencée par l'analyse de la rentabilité aussi bien financière qu'économique. Il s'agit des projets de substitution d'importation, d'exportation, de modernisation, etc.

1.3.1.2. Projets non directement productifs

Il concerne les projets dont l'objet est la création d'un bien et/ou d'un service non marchand. Ils sont essentiellement des projets sociaux, d'infrastructures, de vulgarisation etc.

1.3.2. Nature des projets

Nous notons trois (3) sortes de projets :

- projet « ouvrage » : il est relatif à un projet unique, non récurrent qui s'adresse à un client unique, qui existe par lui-même et qui est bien livrable. Nous pouvons citer en exemple des ponts, de l'autoroute, d'un barrage, d'un immeuble etc. ;
- projet « produit » : sa finalité est la mise au point d'un produit, qui fera par la suite l'objet d'une production répétitive, destinée au marché d'un public plus ou moins large. C'est l'exemple de la cimenterie, des électroménagers, des automobiles etc. ;
- projet « organisationnel » : il est relatif au projet « soft », dont la notion livrable est non tangible. Nous citons en exemple entre autre organisation des jeux olympiques, implantation d'un système de qualité, changement de système comptable etc.

1.4. Cycle de vie d'un projet

Un projet a une durée de vie, c'est-à-dire, il est né, il se développe et meurt (ou cesse d'être un projet et devenu permanent, c'est-à-dire une activité permanente).

Le cycle de vie d'un projet se diffère d'une institution ou d'un organisme à un autre. Toutefois l'idée centrale reste la même. Pour notre étude, nous sollicitons celui de la Banque Mondiale (BM) qui semble être le plus complet.

1.4.1. Identification

Elle consiste à choisir parmi les projets ou programmes consignés dans le plan de développement, celui qui présente un caractère prioritaire. Ces idées doivent être à priori réalisable. Le choix est basé sur des analyses macro-économiques (se faire une idée sur les éléments nationaux et mondiaux de conjoncture économique et sectorielle), analyse des besoins et de la demande effective, analyse de la structure, du comportement et de la performance du secteur dans lequel va s'insérer le projet. Durant cette phase, il s'agit aussi d'identifier des groupes cibles à qui iront les avantages et coûts, de se faire une idée sur les appuis et partenaires potentiels et de l'ordre de grandeur du coût et des recettes.

1.4.2. Préparation

C'est l'étape qui consiste en un ensemble d'analyse permettant de justifier la faisabilité technique, économique et sociale du projet d'une part et de montrer, étant donné que les circonstances auquel le projet constitue la meilleure solution au problème que l'on cherche à résoudre, après analyse de toutes les variantes d'autre part. Elle permet d'anticiper les problèmes éventuels et de concevoir les solutions à y apporter.

Cette préparation doit englober l'ensemble des éléments techniques, institutionnels, environnementaux, sociaux, économiques et financiers nécessaires à la réalisation des objectifs.

Il importe également d'étudier et de comparer les différentes solutions possibles qui s'offrent sur le plan technique principalement pour atteindre les objectifs. Il faut dans la mesure du possible, retenir des technologies en rapport avec les ressources disponibles et le niveau de développement du pays concerné.

1.4.3. Evaluation ex-ante

Elle consiste à examiner à fond tous les aspects du projet. Cette tâche est souvent dévolue aux partenaires au développement qui financent le projet.

Elle couvre les aspects technique, institutionnel, économique, financier, social ainsi que l'impact environnemental.

1.4.4. Sélection, négociation et approbation

1.4.4.1. La sélection proprement dite

L'institution financière choisit le projet ou une variante de projet, le refuse, demande des études supplémentaires ou exige que la conception elle-même soit modifiée en fonction du rapport d'appréciation du projet. S'il y a plusieurs décideurs, il est nécessaire d'établir un consensus entre eux.

1.4.4.2. La négociation

Une fois le projet sélectionné, il arrive souvent qu'une négociation soit nécessaire avec le bailleur de fonds. On négocie alors les prêts, subvention ou autres conditions nécessaires.

1.4.4.3. L'approbation

Si c'est nécessaire, on obtient dans cette phase finale l'approbation officielle du bailleur de fonds et des conditions nécessaires au niveau juridique pour que le projet puisse se faire.

1.4.5. Réalisation Exécution et mise en œuvre

C'est la phase qui correspond à la mise en œuvre des moyens prévus dans la convention de financement en vue d'atteindre les résultats escomptés et l'objectifs spécifiques du projet. Elle comprend l'élaboration de plan d'exécution et de rédaction des rapports de suivi. Elle incombe de l'organe d'exécution du projet. Le bailleur n'intervenant que pour superviser le déroulement des opérations. C'est l'étape la plus critique du cycle du projet. Elle dépend des phases précédentes. Des prévisions fallacieuses donnent en effet lieu à un projet difficilement exécutable. La réalisation d'un projet concerne principalement la mise en œuvre, la réalisation de l'investissement, la réalisation de la phase de production et la période de contrôle et de rééquilibrage.

1.4.6. Evaluation terminale ou rétrospective

A la fin d'une période jugée suffisamment longue pour apprécier les résultats du projet, on procède à des évaluations. La première, l'évaluation terminale aura lieu à la fin du projet ou 3 à 6 mois après. La deuxième qui s'appelle « évaluation rétrospective » intervient quelques années après, soit 3 à 5 ans. Ces deux formes d'évaluation permettent de déterminer dans quelle mesure les objectifs globaux ont été obtenus en termes d'impacts, d'effets et de produits. La mesure de certains indicateurs préalablement identifiés lors de la formulation permet de se situer par rapport à l'atteinte des objectifs. La détermination des écarts et l'analyse de ceux-ci sont un moyen pour mieux formuler les projets semblables futurs.

1.5. Modèle d'analyse

1.5.1. Variables indépendantes

Une variable est dite indépendante lorsqu'elle ne dépend pas des autres variables endogènes du modèle. Pour cette étude, il s'agit de l'étude du marché, l'étude technique, l'étude environnementale et sociale, l'étude institutionnelle et organisationnel, l'étude financière et économique.

Tableau 1 : Les indicateurs des variables indépendantes

Les variables indépendantes	Les indicateurs
Etude de marché	<ul style="list-style-type: none"> - Analyse de l'offre et de la demande - Analyse de la concurrence - Part de marché - Stratégie marketing
Etude technique	<ul style="list-style-type: none"> - Choix technique - Inputs nécessaires - Localisation du projet - Coût des dépenses d'investissement et d'exploitation
Etude environnementale et sociale	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration du projet aux valeurs et coutumes du milieu - Effet du projet sur le milieu écologique
Etude institutionnelle et organisationnelle	<ul style="list-style-type: none"> - Statut juridique du projet - Organigramme du projet - Rôle et profil du personnel organigramme
Etude financières et économique	<ul style="list-style-type: none"> - Investissement - Besoin en fonds de roulement - Echancier des flux financiers - Sources de financement - Recettes fiscales - Les effets sociaux

Source : nous même

1.5.2. Variable dépendante

Contrairement aux variables indépendantes, la variable dépendante est elle-même expliquée par le modèle. Dans le cas du projet, elle représente la rentabilité.

Tableau 2 : Les indicateurs de la variable dépendante

Variable dépendante	Indicateurs
Rentabilité du projet	<ul style="list-style-type: none">- Le délai de récupération du capital investi- Le rendement de l'unité monétaire investie- La valeur actuelle nette- Le taux de rendement interne

Source : nous même

Section 2 : Démarche d'élaboration d'un projet

2.1. Etude du marché

Selon Claude DEUMEURE dans Aide-Mémoire Marketing, « *L'étude de marché regroupe un ensemble d'outils et de techniques permettant de rechercher et d'analyser des données sur un marché, dans le but d'aider la prise de décisions marketing concernant un produit ou un service présent ou pressenti sur ce marché* ».

En d'autres termes, c'est une méthode moderne et dynamique pour comprendre et agir sur l'évolution des marchés.

Elle constitue une étape qui change avec l'avènement de nouvelles visions des acteurs du secteur.

Vue l'importance que lui accordent les spécialistes des projets, l'étude de marché permet d'appréhender à l'aide de méthodes et d'instruments précis, le milieu dans lequel évolue l'unité de production en question, cela en vue d'une efficacité dans la réalisation de ses objectifs.

En outre, le porteur de projet pourra se fonder sur les différentes phases de l'étude de marché notamment la segmentation de marché, l'évaluation de la demande du produit ou de service, l'analyse de la demande, la détermination de la part de marché et l'élaboration du plan marketing.

2.1.1. La segmentation du marché

Elle consiste à :

- identifier tous les avantages que l'on recherche dans le marché ;
- regrouper tous les utilisateurs en groupe distincts assez homogènes ;
- décrire les groupes sur la base de variables opérationnelles ;
- donner les éléments nécessaires à la définition du positionnement du produit ;
- toucher le segment visé.

2.1.2. L'évaluation de la demande du produit

La demande d'un produit dépend de la perception du client. L'évaluation permet de trouver des renseignements sur :

- le type de clients susceptibles à l'achat
- la répartition géographique des clients
- la qualité de produits ou services demandés
- la structure de la demande (passée et potentielle)

Pour ce faire, le porteur de projet doit procéder à une collecte des informations relatives au produit par des méthodes prévisionnelles.

2.1.3. L'analyse de la demande

Dans une étude de marché, deux aspects majeurs sont identifiés : l'analyse de la demande passée et présente et l'estimation de la demande future.

2.1.3.1. Analyse de la demande passée et présente

Pour l'analyse de la demande passée et présente, on détermine l'évolution passée du bien ou du service à produire. Elle exige la collecte de données statistiques relatives aux produits, biens ou services permettant d'expliquer son évolution.

2.1.3.2. Estimation de la demande future

Outre les enquêtes de terrain, il existe plusieurs méthodes statistiques permettant d'avoir une estimation correcte de la demande future. Nous pouvons citer entre autres :

- les projections de tendances ;
- l'utilisation des coefficients techniques dans l'économie nationale ;
- les méthodes économétriques et les méthodes faisant appel à des résultats d'enquêtes sur les budgets de famille.

2.1.4. Détermination de la part de marche

Après les études faites sur le marché, il est possible d'appréhender les potentiels clients. Lorsqu'ils sont connus, on peut les regrouper géographiquement, avoir une idée claire de leur nombre et faire des estimations dont les résultats seront assez proches de la réalité. Pour ce faire, après les analyses des données recueillies, si la part de marché est positive, la conclusion à tirer est la forte probabilité de la réussite du projet, si celui-ci est mis en place.

2.1.5. Elaboration du plan marketing

Pour vendre ses services et réaliser son ambition, le projet doit être à mesure d'attirer le maximum de clients en utilisant plusieurs stratégies. La stratégie adoptée pour notre projet est celle fondée sur le marketing mix. Ce dernier correspond aux moyens d'actions que peut utiliser le chef d'entreprise ou du projet pour mieux vendre sur son marché. Ces moyens sont le produit, le prix, la distribution (vente) et la communication.

Les deux premiers (produit et prix) ont pour vocation à répondre aux besoins de la demande. Par contre les deux autres (distribution et communication) ont pour objectifs d'accroître les ventes et de faire connaître les produits ou services.

2.2. Etude technique

A ce niveau, on s'intéresse d'abord à la faisabilité technique pour la réalisation le projet. Ce que l'on veut faire est-il techniquement réalisable, à l'état actuel de la technologie ?

Dans l'étude technique, on passera en revue toutes les variantes de la technologie (moderne, qualifié, main-d'œuvre etc.). En effet, les coûts relatifs à celles-ci (coût d'une variante par rapport à une autre) peuvent considérablement varier en fonction du contexte géographique et temporel.

L'étude technique comprend le processus de production ou d'exploitation, les besoins en inputs et autres moyens, la localisation et le site, le calendrier des réalisations, les variantes, l'évaluation des coûts et l'insuffisance des dossiers techniques.

2.2.1. Processus de production

C'est la première étape de toute étude technique. La production des biens ou services, définis au préalable par les études de marché peut être généralement obtenue selon les procédés techniques exclusifs, les uns des autres.

Le choix d'un procédé implique des investissements, des coûts de fonctionnement, des besoins en main-d'œuvre spécifique qu'il n'est pas possible d'utiliser dans un autre contexte.

Doivent être notamment pris en considération :

- la taille des équipements à acquérir en relation avec les quantités à produire, les équipements directement productifs, les installations de stockages des matières premières et les investissements annexes, tels que les ateliers d'entretien, les garages etc. ;
- le niveau de technicité requis pour la mise en œuvre du procédé de la production. Il s'agit du degré d'automatisation et d'information qui a des conséquences directes sur le besoin en personnel et sur leur qualification ;
- le degré de dépendance par rapport à la disponibilité locale des équipements. C'est la connaissance des unités déjà implantées dans le pays pour une meilleure intégration du projet dans l'économie nationale et une bonne connaissance des conditions d'entretien et de maintenance dans le choix des équipements.

2.2.2. Besoins en inputs et autres moyens

L'étude des besoins en inputs doit faire l'objet d'une analyse détaillée pour assurer le fonctionnement normal du projet.

Au-delà de la détermination des besoins quantitatifs par type de facteurs de production pour chaque année, l'étude doit porter sur les spécifications des biens à rechercher, les possibilités d'approvisionnement locales ou étrangères et les conditions d'approvisionnement (prix, quantités minimales, régularité, transports, procédures).

2.2.3. Choix de la localisation et le site

La localisation et le site sont deux termes qui sont utilisés indifféremment, mais une distinction est à faire entre eux. La localisation porte sur une région géographique assez vaste, dans laquelle plusieurs sites peuvent être envisagés. Elle peut couvrir une zone très étendue. A l'intérieur de celle-ci, un ou plusieurs sites plus précis devront être retenus et faire l'objet d'une évaluation détaillée.

Par ailleurs, la localisation lorsqu'elle n'est pas déterminée par la nature même du projet, doit faire l'objet d'une étude qui tient compte principalement de la localisation des matières premières, de la disponibilité de la main-d'œuvre, de la disponibilité en terrain, de la disponibilité en eau et électricité, des conditions de transport des personnes et des biens et des lieux de consommation.

2.2.4. Calendrier des réalisations

Le calendrier des réalisations tient compte des résultats des différentes études techniques et doit décrire la phase des équipements, la phase de démarrage et de montée en production et la période de croisière.

Dans bien des cas, la production ou l'exploitation peut commencer alors même que les investissements n'ont pas encore été mis totalement en place.

2.2.5. Les variantes

La réalité de la préparation d'un projet n'est pas aussi linéaire que pourrait le laisser penser la précédente présentation des études techniques. Il s'agit en réalité d'un processus itératif où les différentes alternatives et leurs incidences sont considérées. L'étude des variantes s'applique au processus de production, aux types de production, à la taille du marché, à la localisation, au calendrier de réalisation et au montage institutionnel.

2.2.6. Evaluation des coûts

Sur la base de l'esquisse de projet qui ressort des études précédentes, il faut maintenant procéder à une estimation des coûts. L'estimation concerne autant ses investissements que l'exploitation, en distinguant chaque fois l'origine des biens (locaux ou importés), en répartissant les coûts en monnaie locale et en devise tout en précisant le montant des taxes correspondantes.

2.2.7. Insuffisances des dossiers techniques

Les principales insuffisances rencontrées dans les dossiers techniques sont :

- la sous-estimation des coûts des investissements ;
- le surdimensionnement des équipements
- l'optimisme exagéré des calendriers de réalisation des investissements ;
- l'absence d'hypothèse sur les variations futures des coûts

2.3. Analyse de l'offre

Elle a pour objet de décrire les produits ou services offerts, leur qualité, les prix pratiqués, l'évolution des ventes, les parts de marché. Cette analyse permet également de connaître les biens ou services offerts par les concurrents.

2.4. Etude institutionnelle et organisationnelle

La gestion peut être un facteur nécessaire de réussite ou d'échec d'un projet. En effet, une programmation efficace des tâches, une bonne définition et une délimitation des fonctions rendent une meilleure allocation des ressources imputables souvent aux lenteurs et autres goulots d'étranglements constatés dans le fonctionnement des différents services administratifs, techniques ou financiers du projet.

2.4.1. Etude institutionnelle

L'analyse institutionnelle détermine le degré de relations du projet avec son environnement externe, notamment, les dispositions administratives et réglementaires en vigueur dans le secteur ou dans le pays et la capacité des institutions à répondre aux besoins du projet, en particulier les institutions de crédit.

Alors, il est important, lorsqu'on crée une entreprise, d'opter pour la structure juridique qui correspond le mieux à ses moyens et à ses motivations. L'acte uniforme relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) du 17 avril 1997 relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1998, a redéfini les sociétés dont les plus importantes sont :

- la Société Anonyme (SA)

- la Société A Responsabilité Limité (SARL)
- le Groupement d'intérêt Economique (GIE)

Ces types de sociétés présentent des différences parfois importantes en matière de responsabilité légale, d'obligations fiscales et d'avantages sociaux.

2.4.2. Etude organisationnelle

La réussite ou l'échec d'un projet peut être dépendante de sa structure organisationnelle. Celle-ci doit être subordonnée aux objectifs à atteindre, car elle est un moyen pour atteindre un but. Ce travail cherche à définir un organigramme approprié pour une exécution efficace du projet. Une bonne structure organisationnelle doit clairement définir les fonctions et les tâches de chaque acteur du projet.

Une organisation est efficace quand elle permet :

- la planification, la programmation, l'exécution et le suivi des activités du projet sans difficulté ;
- la gestion rationnelle des ressources financières du projet ;
- la gestion efficiente des ressources humaines (poste de travail, affectation, motivation, formation, etc.)

Il existe plusieurs formes structurelles en gestion des projets. La structure organisationnelle varie très souvent selon la taille de l'exploitation.

Une structure hiérarchique ou fonctionnelle pourrait convenir à un projet de dimension réduite qu'à un projet de plus grande dimension.

2.5. Etude sociale et environnementale

2.5.1. Etude sociale

Cette étude a pour objet :

- d'étudier la compatibilité du projet avec les traditions, les valeurs, l'organisation de la population cible ;
- de proposer les stratégies à adopter pour impliquer avec succès le projet.

L'analyse doit prendre en compte les principaux éléments suivant les caractéristiques démographiques et socioculturelles de la zone où le projet doit s'implanter : flux migratoires, relations entre les différents groupes, normes, croyances, système de valeur, coutumes, etc.

Les principales préoccupations qui motivent l'analyse sociale sont les suivantes :

- l'impact du projet sur les groupes à faibles revenus ou les groupes vulnérables ;
- l'impact du projet sur le développement équilibré entre les différentes régions du pays

2.5.2. Etude environnementale

L'étude environnementale est devenue une exigence pour les projets publics de développement. Pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD), il faut nécessairement, avant toute mise en œuvre d'un projet, procéder à l'étude environnementale. Elle a pour objet d'analyser les effets sur l'environnement d'un projet, de mesurer leur acceptabilité environnementale et d'éclairer les décideurs.

Elle vise à :

- améliorer la décision par une prise en compte explicite et sélective des considérations environnementales ;
- fournir une base solide pour la gestion des conséquences sur l'environnement des actions d'aménagement ;
- permettre aux citoyens de s'exprimer sur les modifications prévisibles de leur cadre de vie ;
- favoriser l'intégration des objectifs fondamentaux que sont la protection de l'environnement et du développement durable.

Par ailleurs, l'étude d'impact environnemental a pour objectif d'étudier les conséquences d'un projet sur le paysage, les milieux naturels (air, eau, sol, faune et flore), ainsi que les populations concernées.

2.6. Analyse financière

Elle intervient dans la phase de conception à deux niveaux :

- au cours de l'étude de pré-faisabilité ou d'identification avec comme méthode d'analyse, l'analyse financière sommaire (AFS) ;
- durant l'étude de faisabilité ou la technique préconisée est l'analyse financière détaillée (AFD)

2.6.1. Analyse financière sommaire (AFS)

L'analyse financière sommaire est une méthode extra comptable de calcul rapide de la rentabilité des variantes d'un projet. L'Echéancier des Flux Financiers (EFF), constitué à partir des dépenses d'investissement ainsi que des dépenses et recettes d'exploitation du projet, est l'outil principal utilisé par l'AFS pour étudier la viabilité financière d'un projet ou des variantes d'un projet.

Les principales étapes pour effectuer une analyse financière sommaire sont :

2.6.1.1. Estimation des besoins et de la dotation en FDR

Le fonds de roulement se définit comme la partie des capitaux circulants qui n'est pas financé par les dettes à court terme, mais par des capitaux permanents ou inversement.

Le besoin en fonds de roulement provient du cycle d'exploitation.

L'estimation du besoin en fonds de roulement du projet doit tenir compte au moins de quatre éléments fondamentaux consécutifs à la phase d'exploitation :

- les salaires et charges sociales ;
- les stocks qui comprennent les stocks de matières premières et fournitures, les stocks des produits intermédiaires, et enfin les stocks des pièces de rechange et des produits finis ;
- les créances (clients effets à recevoir) ;
- les crédits fournisseurs ou crédits à court terme (fournisseurs et effets à payer).

Financièrement, le cycle d'activité se traduit par une immobilisation des capitaux sous forme de stocks (d'intrants et des produits), immobilisation qui est raccourcie par les délais de

paiement aux fournisseurs (dettes commerciales). En terme comptable, le besoin en fonds de roulement d'exploitation est ainsi calculé de la manière suivante :

BFRE = Stocks Produits + Stocks Intrants + Sommes dues par les clients – Sommes dues aux fournisseurs.

2.6.1.2. Détermination des flux nets annuels et flux nets cumulés

Les flux nets annuels sont déterminés à partir de l'expression suivante :

Flux Nets Annuels = Total Recette – (total investissements + renouvellements + dotation au FDR + dépenses d'exploitation).

A partir de l'EFF on peut déterminer :

- le coût du projet qui est égal à la somme des investissements et le BFR ;
- le type de financement : est en rapport avec les flux cumulés négatifs qu'il faut éviter pendant la négociation de l'emprunt.

2.6.1.3. Calcul de la rentabilité sommaire

La rentabilité intrinsèque est la rentabilité du projet du point de vue de l'ensemble de l'investissement réalisé quelques soient les modes de financement et d'imposition des bénéfices. Les critères les plus utilisés sont classés en deux grandes catégories :

- ceux qui ne font pas recours à l'actualisation : le délai de récupération et le rendement de l'unité monétaire investie ;
- ceux qui utilisent l'actualisation : la VAN ou bénéfice actualisé et le TRI

2.6.1.4. Méthode n'utilisant pas l'actualisation

Parmi ces méthodes, nous trouverons le délai de récupération et le rendement de l'unité monétaire investie.

2.6.1.4.1 Le délai de récupération

C'est le temps nécessaire pour que les recettes du projet déduction faite des dépenses d'exploitation équilibrent le montant des dépenses d'investissements. C'est également le délai

nécessaire pour que le montant des flux financiers positifs équilibre le montant des flux financiers négatifs, pour que la somme algébrique des flux devienne positive.

En analyse financière, le délai de récupération est donné par l'année au cours de laquelle le solde cumulé de la trésorerie devient positif. Entre deux projets ou variantes de projet, il faut choisir le projet ou la variante qui a le délai de récupération plus court.

2.6.1.4.2 Le rendement de l'unité monétaire investie (RUMI)

Il existe plusieurs formes de ratio avantage-coût que l'on construit en fonction des besoins spécifiques d'information sur le sujet. Le critère de RUMI est calculé en divisant la somme des avantages nets par le coût des investissements et renouvellement d'investissement : il correspond au quotient du montant cumulé des recettes nettes des dépenses d'exploitation par le montant des investissements et de renouvellements.

2.6.2. Analyse financière détaillée

L'analyse financière détaillée intervient à la fin de l'étude de faisabilité ou pendant l'étude d'évaluation lors de la phase de conception du projet. Elle porte sur l'étude approfondie de la variante choisie lors de l'AFS et a pour but de :

- mettre au point le plan de financement détaillé ;
- vérifier la capacité de remboursement des emprunts et de renouvellement du matériel ;
- vérifier l'équilibre de trésorerie du projet ;
- calculer la rentabilité définitive du projet du point de vue des actionnaires et des capitaux investis. L'AFD commence là où s'arrête l'AFS.

Dans la pratique, l'AFD nécessite l'élaboration et l'examen des éléments suivants :

2.6.2.1. Le tableau d'amortissement et des investissements

Les amortissements représentent la perte annuelle des valeurs des investissements. Cette charge calculée et non réelle n'apparaît que dans le compte d'exploitation (où les dépenses d'investissements n'apparaissent pas en tant que telles), et jamais dans les comptes de trésorerie ou de bilan des flux. Les amortissements sont calculés sur la base de dépense passée.

Il fournit à la fois le récapitulatif et le détail des sommes à affecter à la dépréciation des immobilisations. Ce sont les annuités d'amortissements, autrement dit les sommes allouées annuellement à cette dépréciation, qui figurent dans les comptes de résultats prévisionnels annuels du projet.

2.6.2.2. Conditions de financement

Elles sont définies dans un schéma de financement qui permet de préciser l'origine et les modalités de financement des capitaux devant servir à la réalisation du projet.

A partir de ce tableau, on calcule le coût moyen des ressources en utilisant la technique des moyennes pondérées. Le coût moyen obtenu devra être comparé au TRI intrinsèque pour déterminer si le schéma de financement prévisionnel est compatible avec la rentabilité intrinsèque précédemment calculée.

2.6.2.3. L'échéancier d'amortissement des emprunts

Pour chaque emprunt, un tableau de remboursement retraçant année par année le service de la dette du projet (intérêt et principal) devra être établi :

- l'annuité ou service de la dette est égal à la somme des intérêts et du principal ;
- la somme de remboursement annuel du capital (principal) est égale au montant de l'emprunt.

2.6.2.4. Compte de résultat prévisionnel et la CAF

C'est un tableau qui représente année par année, les charges et les recettes d'exploitation du projet. L'ensemble des comptes de résultats prévisionnels du projet permet de suivre l'évolution sur plusieurs années ses résultats et de ses moyens internes. Il indique également les soldes caractéristiques de gestion permettant de procéder à une analyse financière de la rentabilité et des risques du projet. Etant donné que l'étude est effectuée en monnaie courante, il ne faut pas oublier d'intégrer l'inflation dans les calculs. A cet effet, la démarche consiste à :

- chercher les prévisions d'inflation (taux) dans le pays auprès des institutions économiques (Ministère de l'économie, du plan et des finances, Direction de la statistique...)

- repérer dans le compte de résultat les postes susceptibles de faire l'objet d'une variation des prix ;
- et d'appliquer les coefficients à ces postes.

2.6.2.5. Tableau des ressources et des emplois de fonds

C'est un instrument de mesure des flux financiers pendant une année. Il permet de vérifier la présence d'un solde net de trésorerie cumulé toujours positif, et à contrario de procéder à des modifications du schéma de financement d'une part, et d'autre part de s'assurer que le besoin en fonds de roulement est couvert par le solde de trésorerie cumulé.

2.6.2.6. Calcul des différents niveaux de rentabilité du projet

Comme dans le cas de la rentabilité intrinsèque, les critères utilisés pour apprécier la rentabilité financière aux différents niveaux sont le délai de récupération, le bénéfice actualisé et le taux de rentabilité interne. Ces niveaux sont les suivants : la rentabilité du point de vue des actionnaires, la rentabilité des fonds propres et la rentabilité des capitaux investis.

2.6.3. Test de sensibilité

Qu'il s'agisse de l'évaluation financière ou l'évaluation économique, le raisonnement est couramment mené sur des données supposées viables. Toutefois, du fait de l'incertitude nécessairement liée aux données utilisées dans l'étude des projets, il est important de vérifier l'impact que peut avoir la variation de certains déterminants de la rentabilité tant financière qu'économique tels que : investissements, quantités produites, prix de vente, coûts d'exploitation, conditions commerciales, taux de change, etc. Une des méthodes de vérification les plus courantes est le test de sensibilité, qui permet de mesurer la sensibilité des résultats du projet aux erreurs d'appréciation des principales variables. En pratique, on identifie d'abord des variables essentielles auxquelles on applique ensuite des variations (généralement de l'ordre de + 10%) pour voir l'effet produit sur les résultats escomptés du projet.

2.7. Analyse économique

L'évaluation financière a pour objet d'évaluer la faisabilité financière et commerciale d'un projet du point de vue des agents privés, notamment du promoteur, alors que l'analyse économique évalue la rentabilité du point de vue de la collectivité. L'analyse économique d'un projet s'intéresse aux activités des agents économiques en mettant l'accent sur les coûts et

avantages sociaux découlant de ces activités. En effet, ce sont les effets sociaux du projet qui seront entre autres évalués. Il s'agira de mettre en valeur le nombre d'emplois créés par le projet, le changement du bien-être social par une redistribution de revenus. Le projet contribue ainsi à l'économie nationale par l'augmentation de la consommation qui agit sur le niveau de la production donc, sur les emplois. Deux méthodes d'évaluation économiques des projets ont tenté d'apporter des réponses quant aux choix des projets qui concourent au mieux à la réalisation des objectifs nationaux et sur le calcul de la rentabilité économique du projet. Il s'agit de :

- la méthode des prix de références préconisé par les institutions telles que la Banque Mondiale (BM) et le Fonds Monétaire International (FMI) ;
- la méthode des effets mise au point par la Société d'Etude pour le Développement Economique et Social (SEDES) et fréquemment utilisée par la coopération française.

2.7.1. Méthode des prix de référence

Il s'agit d'une méthode d'analyse dont la mise en œuvre est simple et ne nécessite pas de prérequis macro-économique important.

Le risque réside dans la fixation et l'ajustement des prix de référence. Tout ajustement doit avoir nécessairement des justifications économiques explicites.

Pour que le prix et la valeur d'un bien ou service coïncident, la théorie économique stipule que les prix doivent être établis par le libre jeu de l'offre et de la demande dans un environnement de la concurrence parfaite.

En réalité, les écarts existent entre les prix et la valeur de flux pour la collectivité en raison de distorsions et d'externalités.

L'objectif de la méthode de prix de référence est de définir un système de prix économiques valable pour la collectivité envisagée. Ces prix dits « de référence » sont des prix ajustés, virtuels et théoriques, connus sous le nom de « shadow price » ou « prix d'ombre ».

Fondements d'une analyse des prix :

- le mécanisme des prix et le marché ;
- les distorsions des prix du marché ;

- les externalités.

2.7.2. Méthode des effets

La méthode des effets est la seconde voie utilisée pour apprécier l'intérêt collectif d'un investissement. Elle est basée classiquement sur la comparaison entre la situation « sans projet » et la situation « avec projet » et tient compte de l'environnement économique du projet au moment de sa réalisation. Elle cherche à prévoir l'impact ou les impacts de l'intervention du niveau de l'individu ou de l'entreprise à celui de la collectivité et des comptes de la situation.

A cet effet, l'évaluation économique par la méthode des effets consiste à calculer et à retenir comme avantage les revenus supplémentaires entraînés par le projet d'investissement non seulement au niveau du seul groupe des agents investisseurs, mais aussi, au niveau de chacun des agents de la collectivité nationale : salariés, entrepreneurs, Etat, etc.

L'analyse économique doit prendre en compte tous les effets liés au projet. Il s'agit de :

- ses impacts sur les autres activités composant l'économie nationale ;
- ses effets sur les revenus des différentes catégories d'agents.

En définitive, la méthode des effets, permet d'introduire et de prendre en compte les objectifs de justice sociale de l'Etat.

2.8. Méthodes de collecte et analyse des données

La méthodologie permettant de tester et de vérifier le modèle d'analyse à partir d'une démarche scientifique fondée sur des outils de collecte conformes.

2.8.1. Collecte des données secondaires

Dans cette étape de l'étude de collecte de données secondaires, nous avons procédé d'abord à leur identification en fonction de la particularité de chacune des études qui compose l'étude de faisabilité. Ainsi, elles ont été obtenues à partir des sources officielles : la bibliothèque du CESAG pour la partie théorique de l'étude, la délégation de l'éducation nationale du LOR, la direction du CFPT de Doba etc.

2.8.2. Collecte des données primaires

Cette phase nous a permis de recueillir les données secondaires, d'avoir les informations sur le marché, les clients et les concurrents. Comme lors de la première phase, nous avons mené une enquête dans la zone d'implantation du projet et comme instrument d'enquête nous avons opté pour la méthode quantitative à travers un questionnaire.

2.8.3. Analyse des données

Une fois ces données collectées, nous les avons organisés, puis traité avec les logiciels informatiques (google forms et Excel) et procédé à l'analyse des résultats.

2.9. Difficultés rencontrées

L'ensemble des difficultés rencontrées lors de la collecte de données peut se résumer en ces points :

- l'indisponibilité des données actualisées sur le plan départemental, régional et national ;
- réticence de certaines personnes à nos questions ;
- les pertes de temps dues aux rendez-vous annulés ;
- difficultés de certaines personnes d'avoir la connexion pour répondre à nos questionnaires sur google forms

Chapitre 2 : PRESENTATION DU PROMOTEUR ET ETUDES DES BESOINS

Dans ce chapitre, nous parlerons de la présentation du promoteur en section 1 puis, les études des besoins seront abordées dans la section 2.

Section 1 : Présentation du promoteur

1.1. Naissance de l'idée

L'idée du projet est née d'après le constat du promoteur lui-même Monsieur NDOFETTE TIMOTHEE, étant natif de la localité. Ce constat commence par l'abandon des écoles par les jeunes surtout au niveau secondaire. Les raisons d'abandon des écoles par les jeunes sont entre autres le manque de suivi des parents, le désir d'embrasser des activités génératrices de revenu, les difficultés financières des parents, le mariage précoce etc. Ces jeunes qui abandonnent les bancs de l'école restent sans aucun métier. Alors leur insertion professionnelle pose un sérieux problème. A cela s'ajoute le manque des structures de formations professionnelles dans la localité pour les absorber.

Tout ceci amène le promoteur à réfléchir sur la création de ce centre de formation professionnelle. Ce centre après mise en œuvre permettra de former la main-d'œuvre qualifiée afin de faciliter une insertion professionnelle.

1.2. Expérience et parcours professionnels du promoteur

Promoteur principal : Après l'obtention du baccalauréat série D en 2002, le promoteur Monsieur NDOFETTE TIMOTHEE est entré à l'Université Evangélique au Tchad (UET) d'où il était sorti avec BTS en gestion des PME/PMI après deux années de formation. Admis à faire un stage de perfectionnement à la Commune de Doba (sa ville natale) pour 3 mois, le stage n'a duré qu'un (1) mois et demi puis les autorités communales l'ont proposé un contrat de travail au poste d'assistant comptable en juillet 2006. Une année après il est nommé chef de service financier et matériel de ladite institution. Poste qu'il occupa jusqu'à 2013 pour demander une mise à disposition afin de repartir à la Haute Ecole Commerciale et de la Communication au Tchad (HEC-TCHAD) d'où il est sorti avec Master 1 en Comptabilité-Finances après deux autres années de formation en 2015.

Respectant les termes de la mise à la disposition, il est reparti reprendre son service initial avec le même poste de 2015 à 2017. Désireux toujours de se faire former, le promoteur décide de passer le test et entrer au Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion (CESAG) au programme de MBA Gestion des Projet, promotion 2017 – 2018.

Associés :

- Ngarhounoum GONBELOUM, fonctionnaire d'Etat au Ministère de l'Environnement de la république du Tchad ;
- Mbaihamngar NADJIBA, délégué chef du 2^{ème} arrondissement municipal de la ville de Doba.

1.3. Exigences personnelles de réussite du projet

Le promoteur dispose des compétences et qualités suffisantes pour la réussite de son projet. De par ses formations de base et ses expériences professionnelles complétée avec la formation du CESAG, il mettra en œuvre toutes les connaissances acquises. D'ailleurs pendant tous ses parcours professionnels et scolaires, il aménageait toujours son temps pour intervenir dans les lycées et autres établissements comme enseignant, d'où l'amour de la formation est déjà en lui. En plus de tout cela, il est un homme rigoureux qui aime un travail toujours bien fait avec l'amour et passion. Il a une capacité organisationnelle suffisante, il fera une bonne planification, il mettra sur pied une équipe compétente et motivée pour la pérennisation dudit projet.

L'entreprenariat est son désir principal, puisqu'il aime investir pour un travail libéral qui contribuera au développement de sa localité, son pays et travers l'Afrique et le monde.

Section 2 : Etude des besoins

2.1. Analyse de l'environnement élargi et sectoriel du projet

L'Enseignement et la Formation Techniques et Professionnels font partie des priorités du Gouvernement tchadien en matière d'éducation. Malgré cette volonté politique affichée, le sous-secteur ne s'est pas pour autant développé en fonction de l'évolution économique du pays, au regard de l'insuffisance quantitative et qualitative de la main d'œuvre spécialisée présente sur le marché du travail.

L'année scolaire 2014-2015 a enregistré 43 établissements d'enseignement et de formation techniques et professionnels publics et privés. Ces établissements sont répartis dans 14 régions sur les 23 que compte le pays. Comparativement à l'année scolaire 2012 -2013, le nombre des établissements de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels a connu une augmentation de 10%.

Ils sont composés des types d'établissements suivants :

- quatre (04) Collèges d'Enseignement Technique Industriel (CETIN) ;
- un(01) Collège d'Enseignement Technique Commercial(CETC)
- trois (03) Lycées d'Enseignement Technique Industriel (LETIN) ;
- vingt (20) Lycées d'Enseignement Technique Commercial (LETCO) ;
- quinze (15) Centres de Formation Technique et Professionnelle (CFTP) ;

On dénombre, selon leur statut, 23 établissements publics soit 53,5% contre 19 établissements privés (44,2%) et 01 privé catholique (2,3%). Toutefois, la répartition de ces établissements par région est très inégalitaire. Pour illustration, les régions de N'Djamena, du Mayo Kebbi Est, des deux Logones Oriental et Occidental concentrent, à elles seules, 65% des établissements.

En termes d'effectif de l'EFTP, le nombre d'élèves inscrits au titre de l'année 2014/2015 est de 8081, dont 73% dans le public et 27% dans le privé laïc et catholique confondus. Par rapport à 2013/2014, l'accroissement des effectifs est de 2%. En 2015, selon les types d'établissements, le LETCO enregistre le plus grand nombre d'élèves (5411), soit 68% suivi de CFTP avec un effectif d'élèves de 974, soit 12%, du LETIN avec 892 élèves, soit 11%, des CETIN avec 587 élèves soit 7% et du CETC avec 152 élèves, soit 2%. Selon le sexe, les garçons représentent 65% et les filles, 35%.

Parmi les 23 CFTP créés par l'Etat dans les 23 régions du pays, seulement 15 fonctionnent.

Le tableau suivant indique les différents centres avec les filières et le diplôme délivré.

Tableau 3 : Centres de Formation Technique et Professionnelle

N°	Centre de formation technique et professionnelle	Filières	Diplômes	Observations
1	Ati	<ul style="list-style-type: none"> - Couture ; - Mécanique ; - Soudage - montage 	DFFTP	Ouvert
2	Am – Djarasse	<ul style="list-style-type: none"> - Couture ; - Plomberie ; - Maintenance automobile ; - Menuiserie – charpenterie - Electricité 	DFFTP	Ouvert
3	Am – Timan	<ul style="list-style-type: none"> - Soudage - montage ; - Menuiserie - Charpenterie ; - Electricité ; - Maçonnerie ; - Mécanique – automobile 	DFFTP	Ouvert
4	Bongor	<ul style="list-style-type: none"> - Maçonnerie ; - Maintenance automobile ; - Soudage – montage ; - Menuiserie – charpenterie ; - Electricité 	DFFTP	Ouvert
5	Bokoro	<ul style="list-style-type: none"> - Maçonnerie ; - Maintenance ; - Soudage – montage ; - Menuiserie – charpenterie ; - Electricité - bâtiment 	DFFTP	Non fonctionnel
6	Bol	<ul style="list-style-type: none"> - Maçonnerie ; - Construction Métallique - Mécanique - automobile 	DFFTP	Ouvert
7	Doba	<ul style="list-style-type: none"> - Electricité ; - Construction Métallique - Mécanique - automobile 	DFFTP	Ouvert

8	Faya	<ul style="list-style-type: none"> - Maçonnerie ; - Maintenance automobile ; - Soudage – montage ; - Menuiserie - charpenterie ; - Electricité - bâtiment 	DFFTP	Non fonctionnel
9	Goz – Beïda	<ul style="list-style-type: none"> - Menuiserie ; - Mécanique – automobile ; - Electricité ; - Soudage – montage ; - Maçonnerie 	DFFTP	Ouvert
10	Koumra	<ul style="list-style-type: none"> - Couture ; - Soudage - montage 	DFFTP	Ouvert
11	Kyabé	<ul style="list-style-type: none"> - Maçonnerie ; - Maintenance automobile ; - Soudage – montage ; - Menuiserie - bois ; - Electricité - bois 	DFFTP	Ouvert
12	Laï	<ul style="list-style-type: none"> - Couture ; - Soudage – montage ; - Menuiserie 	DFFTP	Ouvert
13	Mao	<ul style="list-style-type: none"> - Menuiserie ; - Couture ; - Electricité ; - Mécanique - automobile 	DFFTP	Ouvert
14	Massaguet	<ul style="list-style-type: none"> - Maçonnerie ; - Maintenance automobile ; - Soudage – montage ; - Menuiserie – charpenterie ; - Electricité – bâtiment 	DFFTP	Non fonctionnel
15	Massenya	<ul style="list-style-type: none"> - Maçonnerie ; - Maintenance automobile ; - Soudage – montage ; - Menuiserie – charpenterie ; 	DFFTP	Non fonctionnel

		- Electricité – bâtiment		
16	Moïssala	- Couture ; - Mécanique – automobile ; - Menuiserie ; - Soudage – montage ; - Métallique	DFFTP	Ouvert
17	Mongo	- Menuiserie ; - Mécanique – automobile - Maçonnerie	DFFTP	Ouvert
18	Moussoro	- Maçonnerie ; - Maintenance automobile ; - Soudage – montage ; - Menuiserie – charpenterie ; - Electricité – Bâtiment	DFFTP	Non fonctionnel
19	N'Djaména	- Menuiserie	DFFTP	Ouvert
20	Pala	- Couture ; - Mécanique – automobile ; - Construction Métallique	DFFTP	Ouvert
21	Barda	- Couture ; - Mécanique – automobile ; - Menuiserie – charpenterie ; - Electricité – bâtiment ; - Plomberie	DFFTP	Non fonctionnel
22	Massakory	- Couture ; - Mécanique – automobile ; - Soudage – montage ; - Menuiserie – charpenterie ; - Electricité – bâtiment	DFFTP	Non fonctionnel
23	Moundou	- Couture ; - Mécanique – automobile ; - Menuiserie – charpenterie ; - Electricité – bâtiment ; - Plomberie	DFFTP	Non fonctionnel

Source : PNEFP au Tchad

2.1.1. Données de base concernant l'ETFP

Il existe une volonté manifeste de développer l'ETFP qui s'est manifestée notamment par la création en février 2016 du Ministère de la Formation Professionnelle et des Petits Métiers (MFPPM), l'enseignement technique restant rattaché au Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion Civique (MENPC). Le Tchad dispose toutefois d'un appareil de formation professionnelle relativement restreint dans sa dimension physique et dans la diversité des filières qui y sont créées. Les indicateurs montrent un accès très limité à l'ETFP :

- taux brut de scolarisation : 17,5% ;
- taux d'achèvement : 37% ;
- taux de jeunes professionnalisés en situation de travail : 11% ;
- taux de jeunes ni à l'école, ni en formation professionnelle ni au travail : 61%.

Les contraintes à l'accès à l'ETFP sont liées à l'insuffisance de structures dont la plupart est concentrée dans la capitale. 1,12% seulement du budget de l'Etat est alloué à ce sous-secteur de l'éducation.

Comment réduire la discontinuité entre éducation/formation au bénéfice des jeunes ? La persistance au Tchad d'un fort taux d'analphabétisme, touchant surtout les femmes et les enfants, réduit l'effort de la réalisation des objectifs de l'éducation pour tous et ceux des OMD.

2.1.2. Les causes de la discontinuité

Elles sont entre autres :

- le manque de qualification technique et pédagogique du personnel enseignant ;
- le phénomène récurrent des écoles à cycles incomplets ;
- le manque d'offre en éducation formelle et non formelle ainsi que la trop grande distance école/famille ;
- l'insuffisance du dispositif de formation professionnelle et la très grande faiblesse de la formation en alternance et par apprentissage ainsi que de son niveau de qualification;
- l'obsolescence des équipements ainsi que le manque de confort et de qualité d'accueil des établissements scolaires et le coût trop élevé, notamment de l'ETFP ;

- Le faible mécanisme de transition entre l'éducation, la formation et le monde du travail et la faible complémentarité et articulation entre les formations initiale et continue ;
- le mariage précoce et les grossesses non désirées pour les filles.

2.1.3. Les pratiques en cours de prévention et de remédiation

La création du MFPPM a eu pour but de tout mettre en œuvre pour rendre accessible la formation professionnelle aux populations rurales, aux groupes vulnérables et surtout de valoriser les ressources humaines. Elle a eu notamment pour objectifs de créer un cadre législatif et réglementaire approprié, de renforcer les compétences de tout le personnel administratif et enseignants, de renforcer le partenariat avec le monde professionnel et d'augmenter les capacités d'accueil et de financement de la formation professionnelle.

2.1.4. Résultats attendus sur le plan national

Les résultats attendus à l'horizon 2020 sont ainsi résumés dans le tableau ci-dessous, où l'on pourrait aussi voir les perspectives pour 2026

Tableau 4 : Quelques indicateurs de l'EFTP

indicateurs	2017	2018	2019	2020	2026
Nombre total d'élèves	9 544	10 571	11 733	12 802	24 602
Public	6 441	6 843	7 273	7 584	9 841
Privé	3 103	3 727	4 459	5 218	14 761
Salaire enseignants (millions)	3 103	3 589	3 855	4 063	5 788
Total dépenses courantes hors salaire du public (millions)	2 072	2 182	2 297	2 372	2 894
Total dépenses courantes du tech. Et prof (millions)	6 334	6 722	7 137	7 478	9 591

Source : Plan Intermédiaire de l'Education au Tchad (PIET) 2018-2020

De 2017 à 2020, l'effectif d'élèves passera de 9 544 à 12 802, soit un accroissement annuel moyen de 10,3%. Dans la période, les dépenses courantes passeront de 6334 millions de FCFA à 7 478 F CFA soit un accroissement de 18%.

2.1.5. Faiblesses - contraintes

- Les politiques sectorielles n'ont pas pu intégrer tôt la dynamique d'emplois ;
- La faible capacité aussi bien humaine que matérielle des structures chargées de la formation professionnelle ;
- L'absence de moyens de contrôle des programmes et de certification du processus de formation professionnelle en vue de la validation des diplômes ;
- Le déficit de coordination, de contrôle et d'orientation de différentes stratégies et programmes ;

2.2. Analyse de la demande au plan macro environnement

Cette partie se focalise sur l'analyse de l'environnement politique, économique, technologique, réglementaire, social et écologique qui sont résumés dans le tableau ci-après.

Tableau 5 : Analyse de macroenvironnement

Rubriques	Opportunités	Menaces
Politique	<ul style="list-style-type: none"> - ODD 4 – Education horizon 2030 - Pôle de Qualité Inter-Pays sur le Développement des Compétences Techniques et Professionnelles (PQIP/DCTP) - Plan Intérimaire de l'éducation au Tchad 2018-2020 ; - Plan National de Développement (PND) 2017-2021 	Instabilité politique
Economique	<ul style="list-style-type: none"> - Taux de croissance démographique du Tchad : 3,6% - Capacité de financement des études - Politique de l'entrepreneuriat favorable 	Taux des impôts très élevé (40%) par rapport à d'autres pays africain
Technologique	Environnement international favorable des TIC	Problème d'accès à des outils informatiques et de la connexion pour le pays en

		général et la ville de Doba en particulier
Règlementaire	<ul style="list-style-type: none"> - Décret n°406/PR/MFPTPEM du 08 septembre 2000 portant organisation et mise en œuvre de la formation professionnelle au Tchad ; - Autorisation préalable des ministères en charge de la formation technique et professionnelle 	Lourdeur administrative
Social	<ul style="list-style-type: none"> - Politique de l'Etat Tchadien pour la lutte contre le chômage ; - Politique de l'Etat Tchadien pour la réduction pauvreté 	Fort taux de pauvreté (39,8% en 2019, selon la BM)
Ecologique	Disponibilité d'espace pour la création des infrastructures des formations	Sécheresse

Source : nous-même

2.3. Analyse fonctionnelle (diagnostic interne)

Elle fait ressortir les forces et faiblesses des différentes fonctions en interne dans le tableau ci-dessous.

Tableau 6 : Analyse fonctionnelle

Fonction	Forces	Faiblesses
Formation	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer une formation de qualité ; - Créer des possibilités d'auto-emplois des apprenants ; - Orienter beaucoup les apprenants dans la formation pratique sur les terrains avec les entreprises et institutions de la place ; - Créer des cadres d'échange avec d'autres établissements techniques et professionnels du pays. 	Manque d'expériences pour certaines personnes dans l'équipe des enseignants.

Administration	<ul style="list-style-type: none"> - Le personnel administratif est dynamique et motivé ; - Le climat social est bien géré par l'administration ; - Le système de la gestion du personnel mis sur pied est efficace. 	Manque d'expériences pour certaines personnes dans l'équipe de l'administration.
Finance et Marketing	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité d'une partie des ressources pour l'investissement ; - création d'une bonne image à travers les publications ; - création et entretien des contacts avec les différents partenaires ; - promouvoir les prix d'excellence aux meilleurs apprenants ; - contrôle régulier de la qualité de la formation par des services compétents. 	<ul style="list-style-type: none"> - Indisponibilité du reste des ressources pour financement du projet ; - Méconnaissance du centre à la phase de lancement par les populations.

Source : nous-même

2.4. Analyse de la demande

Elle démontre les opportunités et menaces dans le tableau suivant.

Tableau 7 : Analyse de la demande

Caractéristiques	Opportunités	Menaces
Besoins liés à la formation professionnelle	x	
Croissance démographique	x	
Plan de formation selon le programme national du pays	x	
Tranche d'âge	x	
Mesure de réduction de la pauvreté	x	
Politique de la lutte contre le chômage	x	

Politique de développement des infrastructures socio-économiques	x	
Nouveaux clients : les élèves du second cycle désirant faire la formation professionnelle	x	
Mise en place des règles et réglementations du secteur	x	x

Source : nous-même

2.5. Analyse de l'offre

2.5.1. Analyse de l'intensité concurrentielle

L'intensité concurrentielle mise en avant par M.PORTER détermine cinq forces dans un secteur qui permettent de déterminer le niveau de rentabilité moyen et la stratégie adoptée.

2.5.1.1. Pouvoir de négociation des fournisseurs

Dans les établissements, les formateurs (enseignants) constituent les principaux fournisseurs ou prestataires de service. Les enseignants ne manquent pas de même que les fournisseurs des consommables qui offrent des prix diversifiés. Le pouvoir de négociation des fournisseurs est faible.

2.5.1.2. Pouvoir de négociation des clients

Nos clients sont les parents des apprenants et certains apprenants eux-mêmes qui vont se prendre en charge. D'après les enquêtes sur le terrain qui nous a permis de fixer les coûts de formation, ces derniers ne peuvent pas directement négocier ces frais. Le pouvoir de négociation des clients est donc faible.

2.5.1.3. Rivalité entre les concurrents

Il faut noter qu'il existe des centres de formation techniques et professionnelles publics et privés dans le pays. Néanmoins, la zone d'implantation de notre projet ne présente pas assez de concurrents.

Notre concurrent principal est le centre public ouvert en 2004 qui forme les apprenants en deux ans de formation dans les domaines suivants sanctionnés par le Diplôme de Fin de Formation Technique et Professionnelle (DFFTP) : MEB, MAU, SOM, couture, plomberie et mécanique.

Le seul concurrent c'est l'Etat donc la rivalité est faible.

2.5.1.4. Menace des nouveaux entrants

Les barrières à l'entrée sont fortes à cause de la réglementation. Ce qui entraîne des blocages pour certains entrepreneurs d'investir dans ce domaine. Ces blocs des nouveaux entrants tournent autour des investissements lourds, reconnaissance de l'établissement. Cependant il n'y a aucune loi qui limite la création des centres de formation technique et professionnelle au pays, d'où d'autres pourraient voir le jour dans l'avenir. Toutefois, l'innovation, la qualité de formation et nos stratégies nous permettront de se distinguer ou se différencier par rapport aux autres. La rivalité est forte

2.5.1.5. Menace de produits de substitution

Les produits de substitutions par rapport à notre projet sont la formation sur le tas dans les différents chantiers, l'enseignement général. La rivalité est moyenne

Tableau 8 : Synthèse de l'analyse de l'intensité concurrentielle

Rubrique	Très faible 1	Faible 2	Moyen 3	Forte 4	Très forte 5
Pouvoir de négociation des fournisseurs		x			
Pouvoir de négociation des clients		X			
Rivalité entre les concurrents		X			
Menace des nouveaux entrants				X	
Menace des produits de substitution			X		
Intensité concurrentielle			13		

Source : nous-même

L'intensité concurrentielle est moyenne d'où le projet peut être mis en œuvre.

2.6. Analyse SWOT

Selon Raphaël COHEN, c'est une analyse stratégique fondée sur les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces. Pour notre projet, Elle se résume dans le tableau ci-dessous.

Tableau 9 : Analyse SWOT

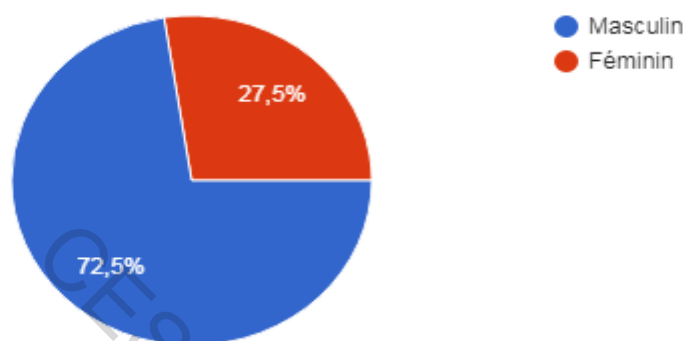
Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none">- disponibilité d'une partie des ressources financières ;- disponibilité des équipements ;- disponibilité du personnel compétent ;- bonne qualité de formation.	<ul style="list-style-type: none">- manque d'expérience de certaine personne dans l'équipe ;- situation de la phase de lancement.
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none">- forte croissance démographique (3,6%) ;- nombre limité des concurrents sur le marché ;- le désir de formation des jeunes ;- besoin de la main-d'œuvre qualifiée sur le marché d'emploi	<ul style="list-style-type: none">- formation informel (sur le tas) ;- l'instabilité économique du pays ;- perturbation des années scolaires dans les établissements publics et privés du pays.

Source : nous-même

2.7. Résultats et traitement des données collectées sur le terrain

1. Le genre

Figure 1 : Le genre

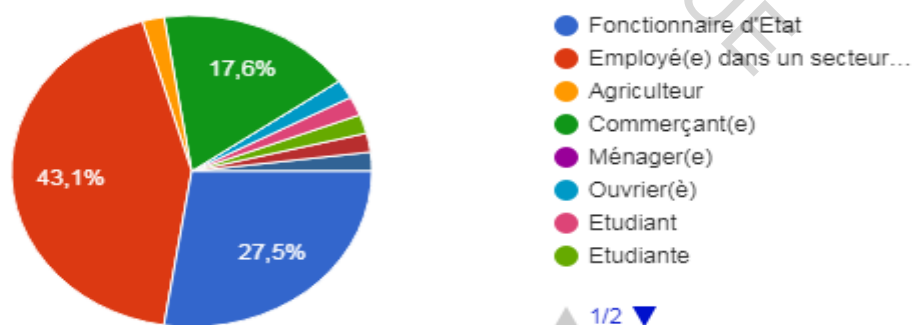


Source : résultat de l'enquête

Sur un effectif de 51 personnes qui ont répondu à notre question, il y a 37 hommes ce qui représente un taux de 72,5% et 14 femmes avec un taux de 27,5%. Il s'avère que les hommes s'intéressent plus à notre enquête par rapport aux femmes.

2. Les professions des personnes enquêtées

Figure 2 : Les professions des personnes enquêtées



Source : résultat de l'enquête

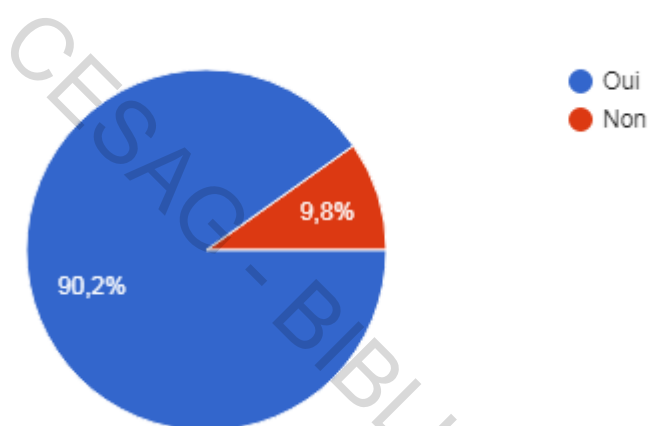
Le graphique montre que sur les 51 réponses, les employés du secteur privés représente 43,1% soit un nombre de 22 personnes. Ceux de l'Etat représentent 27,5%, soit un nombre 14

personnes, les commerçants sont au nombre de 9 personnes soit 17,6%, puis le reste à savoir, les agriculteurs, les ouvriers, les étudiant(e)s etc. représente chacun 1%.

La représentativité des employés du secteur privé, les fonctionnaires de l'Etat et les commerçant(e)s démontre une catégorie des personnes ayant les ressources plus ou moins stables pour financer les formations des apprenants.

3. L'existence des enfants déscolarisés dans la zone

Figure 3 : L'existence des enfants déscolarisés dans la zone

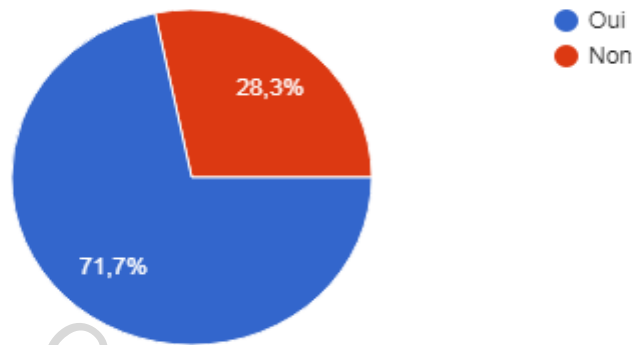


Source : résultat de l'enquête

Le constat par rapport à l'existence des enfants déscolarisés dans la zone est réel selon les données de l'enquête. Sur le total des enquêtes, 46 personnes, soit 90,2% reconnaissent qu'effectivement il y a des enfants déscolarisés dans la zone d'implantation de notre projet. Les 5 personnes, soit 9,8% ne savent pas qu'il existe ces enfants.

4. Scolarisation des enfants avant leur déscolarisation

Figure 4 : Scolarisation des enfants avant leur déscolarisation



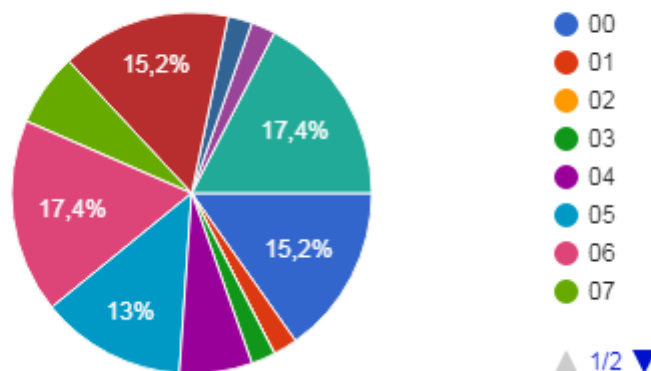
Source : résultat de l'enquête

A cette question sur les 46 personnes ayant affirmé d'avoir connu des enfants déscolarisés, 33 personnes, soit 71,7% confirment que ces enfants étaient scolarisés avant de quitter le système scolaire. Les 13 personnes, soit 28,3% ne savent pas que ces enfants ont été scolarisés.

Les réponses élevées qui confirment que ces enfants ont été scolarisés, démontrent qu'il faut chercher à récupérer ces enfants par les biais de formation.

5. Le nombre des enfants déscolarisés

Figure 5 : Le nombre des enfants déscolarisés

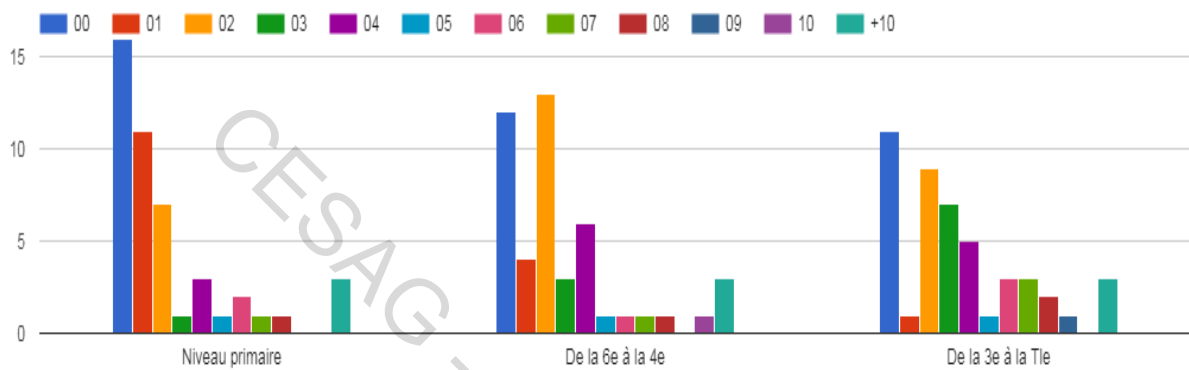


Source : résultat de l'enquête

Les parents ayant répondu à cette question donnent un nombre estimatif à 230 enfants déscolarisés. La plus grande partie est représentée par ceux qui ont plus de 5 à 10 enfants.

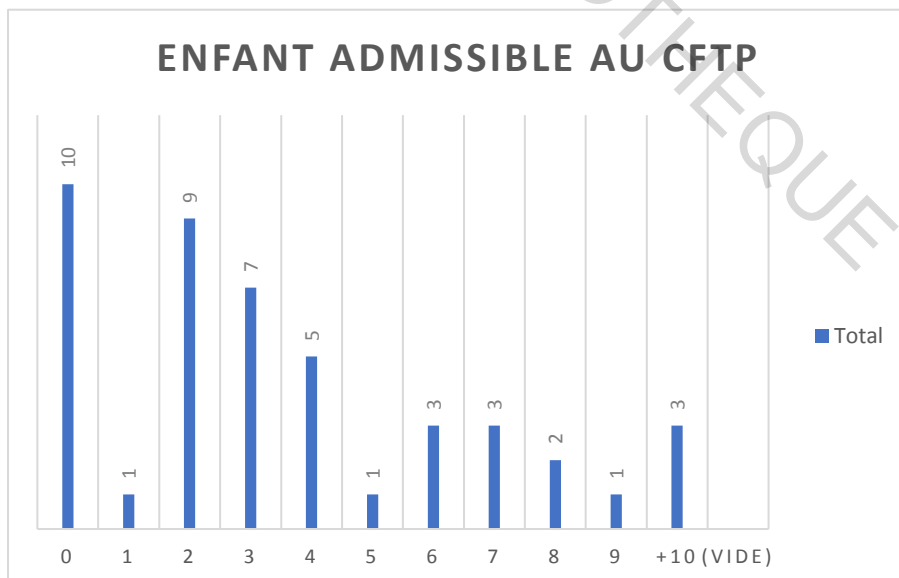
6. Le niveau scolaire des enfants

Figure 6 : Le niveau scolaire des enfants



Source : résultat de l'enquête

Figure 7 : Enfant admissible au CFTP



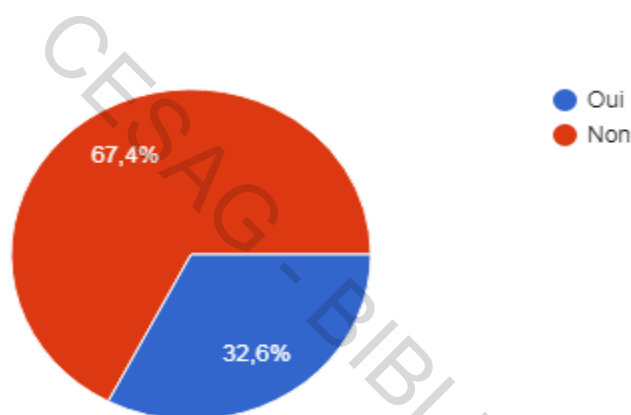
Source : résultat de l'enquête

A la question de savoir le niveau scolaire des enfants ayant quitté le système éducatif, nous nous intéressons beaucoup plus au niveau supérieur ou égal à 3^{ème}. Ces deux graphiques ci-dessus donnent un chiffre 159 enfants de cette tranche de niveau.

Si nous faisons le rapport entre le chiffre général des enfants déscolarisés (230) avec celui des enfants de niveau de la classe de 3^{ème} et plus (159), nous obtenons un taux de 69,13% qui seront nos potentiels apprenants pour notre centre de formation.

7. L'existence d'un centre de formation à Doba

Figure 8 : L'existence d'un centre de formation à Doba

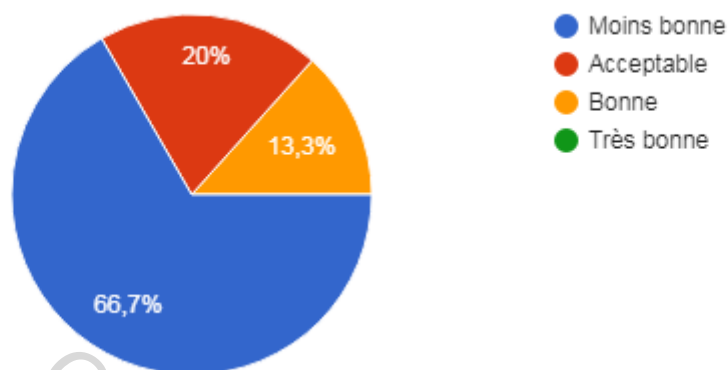


Source : résultat de l'enquête

Sur l'ensemble des enquêtés, seulement 32,6% reconnaissent qu'il existe un centre de formation à Doba. Ceux-ci se réfèrent effectivement au Centre de Formation Professionnelle et Technique créé par l'Etat. Les 67,4% ne reconnaissent pas l'existence d'un tel centre de formation à Doba. Cela veut dire que ce centre est méconnu par la grande partie de la population.

8. Qualité de la formation existante

Figure 9 : Qualité de la formation existante

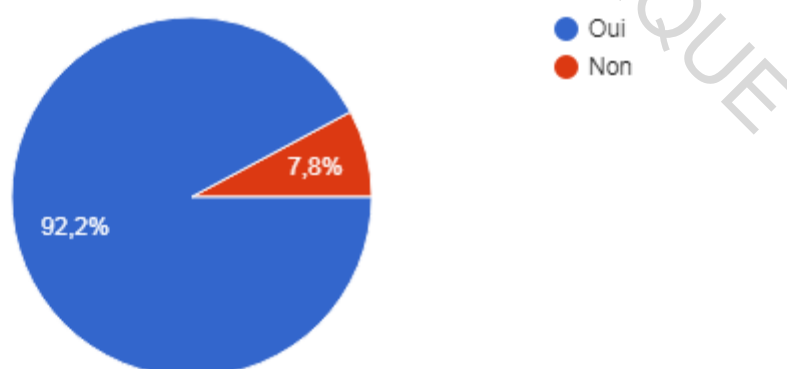


Source : résultat de l'enquête

Ceux qui reconnaissent de l'existence de ce centre se doutent encore de la qualité de sa formation. Sur l'ensemble, 13,3% seulement donne une bonne perception de sa qualité de formation. 20% disent que la qualité est acceptable et la majorité, c'est-à-dire 66,7% disent que la qualité est moins bonne.

9. Pertinence de la création d'un autre centre de formation à Doba

Figure 10 : Pertinence de la création d'un autre centre de formation à Doba



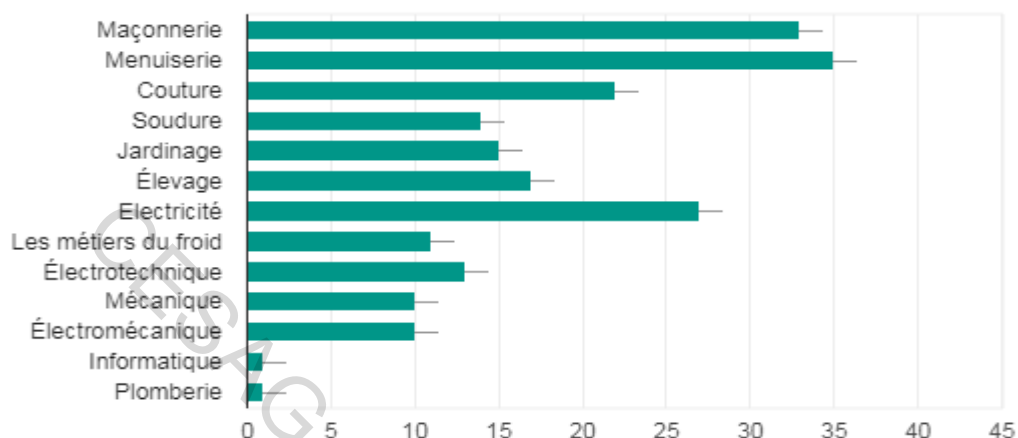
Source : résultat de l'enquête

Les réponses à cette question nous confirment du besoin de la population pour la création de ce centre. Sur les 51 personnes enquêtées, 47 ont donné leur avis favorable à l'installation du projet, soit un taux de 92,2%. Il y a seulement que 4 personnes, soit 7,8% qui ne sont pas d'avis

pour ce projet. Etant donné que la majorité accepte en donnant son avis favorable, nous espérons que cela répondra au besoin de la population.

10. Les métiers sollicités

Figure 11 : Les métiers sollicités

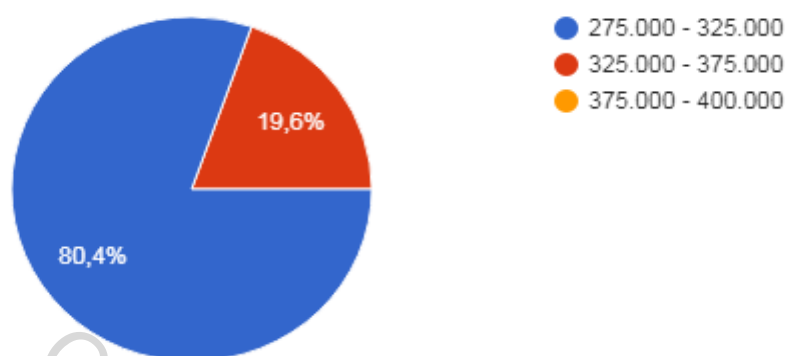


Source : résultat de l'enquête

D'après ce graphique ci-dessus, la menuiserie est beaucoup sollicitée, suivie de la maçonnerie. Ce sont les deux métiers sollicités premièrement pour le lancement de notre projet et les enquêtes les démontrent aussi clairement. D'autres métiers porteurs qui ont également attiré l'attention de la population sont entre autres : l'électricité, la couture, l'élevage, le jardinage, la soudure, l'électromécanique etc. Ces derniers seront introduits au fil de temps selon la demande dans le centre.

11. Les montants sollicités pour la formation

Figure 12 : Les montants sollicités pour la formation



Source : résultat de l'enquête

La question des frais de formation, 80,4% sollicitent la somme avec l'intervalle de 275.000 à 325.000 FCFA, soit 41 personnes sur 51. La somme de l'intervalle entre 325.000 à 375.000 FCFA est sollicitée par 10 personnes soit un taux de 19,6%. Aucune personne n'a sollicité la somme d'intervalle de 375.000 à 400.000 FCFA.

Il est aussi à noter que, tous ceux qui ont sollicités ces intervalles des frais de formation ont des revenus plus ou moins stables. La catégorie des employé(e)s dans le secteur privé a un nombre considérable, suivie de celle des fonctionnaires d'Etat et les commerçant(e)s.

En conclusion pour cette question, nous avons retenu la tranche de la somme entre 275.000 à 325.000 FCFA pour le calcul de nos données.

2.8. Estimation de la demande potentielle du secteur

Pour une demande potentielle approximative de la réalité, il va valoir analyser les différentes situations de l'enseignement général secondaire et celui de la formation professionnelle sur le site d'implantation du projet.

2.8.1. Situation de l'enseignement général du second cycle de Doba

Cette situation prend en compte le cas des élèves qui ont repris la classe, les exclus et les abandons. Elle se résume dans le tableau ci-après.

Tableau 10 : Taux de redoublement, d'abandon et d'exclusion de l'enseignement du second cycle de la région du Logone Oriental

Indicateurs	Sexe	Année 2014-2015	Année 2015-2016	Année 2016-2017
Taux de redoublement	Garçons	27,31%	26,10%	20,08%
	Filles	12,41%	9,57%	9,08%
	Total	39,72%	35,67%	29,16%
Taux d'exclusions	Garçons	8,43%	8,56%	4,82%
	Filles	3,23%	2,68%	2,19%
	Total	11,66%	11,24%	7,01%
Taux d'abandon	Garçons	7,74%	7,82%	9,51%
	Filles	2,39%	2,33%	1,85%
	Total	10,13%	10,15%	11,36%

Source : Délégation Régionale de l'éducation Nationale du Logone Oriental

Selon ce tableau, nous avons constaté que le taux de redoublement est très élevé pendant ces trois années successives, mais ça varie d'une année à une autre. En année 2014-2015 il est de 39,72% globalement, 35,67% en année 2015-2016 et 29,16% en année 2016-2017. Ce taux diminue progressivement de 4,05% entre les deux premières années et 6,51% entre les deux dernières années. Il faut noter que le taux de redoublement des garçons est trop élevé par rapport à celui des filles chaque année.

Concernant le taux d'exclusion, il est globalement de 11,66% en année 2014-2015, 11,24% en 2015-2016 et 7,01% en 2016-2017. Contrairement au taux de redoublement, celui-ci est presque constant entre les deux premières années, mais entre les deux dernières années la variation est de 4,23%.

Parlant du taux d'abandon, il est aussi presque constant aux deux premières années scolaires, mais à la différence du taux de redoublement et d'exclusion, celui-ci augmente légèrement à la troisième année. Il est de 10,13% en année 2014-2015, 10,15% en année 2015-2016 et 11,36% en année 2016-2017. La variation entre les deux dernières années est de -1, 21%

Globalement nous avons remarqué que le taux de redoublement, d'exclusion et d'abandon des filles sont très inférieurs à celui des garçons.

Selon les mêmes sources d'information, en année 2014-2015, ces taux montrent que sur les 4804 élèves inscrits, seulement 1849 sont admis en classe supérieurs, 1908 reprennent, 560 sont exclus et 487 abandonnent les bancs de classe. L'addition des exclus et abandons donne un chiffre global de 1047 élèves qui quittent l'école.

L'analyse des données de l'année 2015-2016 montre que sur les 5419 élèves inscrits, seulement 2 327 sont admis en classe supérieur, 1933 reprennent, 609 sont exclus et 550 abandonnent l'école. L'ensemble des exclus et abandons donne un nombre 1159 élèves qui quittent les bancs de classe.

Pour l'année 2016-2017, sur les 4 842 élèves inscrits, seulement 2 536 franchissent les classes, 1 415 redoublent, 341 sont exclus et 550 abandonnent les classes. Le chiffre total des élèves qui quittent l'école est de 891.

La conclusion générale de cette analyse montre qu'en moyenne plus de 1 000 élèves de la 3^{ème} en terminale quittent les bancs de l'école chaque année.

2.8.2. Données statistiques du CFTP de Doba

Dans la zone d'implantation de notre projet, certaines filières ne sont pas encore ouvertes mais les besoins se font sentir d'après notre enquête sur le terrain. Certains jeunes dont ils ne trouvent pas leur filière, ne manifestent pas aussi leur désir d'aller s'inscrire même si les parents disposent des moyens financiers.

Les tableaux suivants donnent les statistiques des différentes années.

Tableau 11 : Statistiques des apprenants du CFTP de Doba pour l'année 2015-2016

Filières	Niveau						Total global	Observation
	1 ^{ère} année			2 ^{ème} année				
	Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons	Total		
MEB	01	16	17	01	11	12	29	
MAU	00	18	18	01	09	10	28	
SOM	00	11	11	00	01	01	12	
TOTAL	01	45	46	02	21	23	69	

Source : Direction du CFTP de Doba (Tchad)

Les statistiques de l'année 2015-2016 donnent un effectif global de 69 apprenants du centre. Cet effectif concerne les trois filières à savoir Maintenance Electricité Bâtiment (MEB), Maintenance Automobile (MAU) et Soudure Montage (SOM). Nous avons constaté que le nombre pour la filière MEB est un peu élevé avec un taux de 42,03% par rapport aux deux autres et suivi par MAU avec un taux de 40,58%. La filière SOM représente que 17,39%. Sur l'ensemble des filières pour les deux années, le nombre des filles représente que 4,35%.

Tableau 12 : Statistiques des apprenants du CFTP de Doba pour l'année 2016-2017

Filières	Niveau						Total global	Observation
	1 ^{ère} année			2 ^{ème} année				
	Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons	Total		
MEB	01	15	16	01	18	19	35	
MAU	00	20	20	00	12	12	32	
SOM	00	05	05	00	10	10	15	
COU	12	02	14	00	00	00	14	
TOTAL	13	42	55	01	40	41	96	

Source : Direction du CFTP de Doba (Tchad)

Par rapport à l'année 2015-2016, celle de 2016-2017 ouvre ses portes avec quatre filières en ajoutant la couture.

Les statistiques de l'année 2016-2017 donnent un effectif global de 96 apprenants du centre. Cet effectif concerne les quatre filières à savoir MEB, MAU, SOM et la Couture (COU). Nous avons constaté que le nombre pour la filière MEB reste encore dominant avec un taux de 36,46% par rapport aux trois autres et suivi par MAU avec un taux de 33,33%. La filière SOM représente 15,63% et le taux de la filière couture est de 14,58% presque dominé par les filles. Comparativement à l'année précédente, cette fois ci le pourcentage des filles a augmenté. Cela se justifie par rapport à l'introduction de la quatrième filière qui semble être la sollicitation des celles-ci.

La progression entre ces deux années est de 39,13% avec un nombre de 27 apprenants en plus.

Tableau 13 : Statistiques des apprenants du CFTP de Doba pour l'année 2017-2018

Filières	Niveau						Total global	Observation
	1 ^{ère} année			2 ^{ème} année				
	Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons	Total		
MEB	04	19	23	01	12	13	36	
MAU	00	24	24	00	18	18	42	
SOM	00	15	15	00	04	04	19	
COU	11	1	12	08	02	10	22	
PLOM	00	10	10				10	
MEC	00	04	04				04	
TOTAL	15	73	88	09	36	45	133	

Source : Direction du CFTP de Doba (Tchad)

Pour l'année 2017-2018 le tableau statistique montre que deux autres nouvelles filières sont introduites à savoir la Plomberie (PLOM) et la Mécanique (MEC) à la première année. Cela a fait augmenter significativement l'effectif des apprenants par rapport aux deux années précédentes.

Contrairement aux années passées, cette fois-ci, nous avons constaté que le nombre pour la filière MAU est arrivée en tête avec un taux de 31,58% par rapport aux cinq autres filières et suivi par MEB avec un taux de 27,07%. La filière COU représente 16,54%, celle de SOM représente 14,28%, la PLOM fait sortir un taux de 7,52% et enfin le taux pour la filière MEC est de 3,01%.

D'une manière globale, l'analyse de ces années montre que le nombre des apprenants augment chaque année. De 69 apprenants de 2015-2016, nous avons 96 de 2016-2017 et de 2017-2018, nous sommes arrivés à un effectif de 133 apprenants pour toutes filières confondues.

Le besoin de se faire former est bien senti, mais beaucoup de problèmes mettent la barrière. Le centre de Doba a un problème de bâtiment pour accueillir les apprenants. Il a seulement un bâtiment de trois salles de classes avec une capacité d'accueil de 20 places chacune. En plus de cela, le problème des enseignants et les matériels de formation se pose aussi.

Les deux données à savoir celles de l'enseignement général et la formation professionnelle nous donnent une vision globale sur la situation. D'après les calculs nous avons trouvé en moyenne un nombre de 1 032 élèves (exclus et abandons) sont hors du système éducatif chaque année

dans la zone. Pourtant le centre de formation de Doba recrute en moyenne 99 apprenants seulement. Cela traduit qu'il y a seulement 9,59% qui ont l'accès à cette formation, mais les 90,41% n'ont pas l'accès pour plusieurs causes dont certaines sont énumérées ci-dessus.

En définitive, nous pouvons confirmer que la part du marché à conquérir est très grande, puisque le seul concurrent qui est l'Etat n'est pas à mesurer d'absorber tous ces élèves.

2.8.3. Justification du choix des niveaux d'enseignement

Le cycle de l'enseignement fondamental est rendu obligatoire au Tchad pour les enfants en âge d'apprentissage de 6 à 16 ans. Pour ce fait, avec cette tranche d'âge les enfants ne pourront pas quitter le système scolaire qui correspond à la fin du cycle moyen (classe de 3^{ème}).

C'est pour cette raison que le centre se propose d'accueillir les enfants qui ne pourront pas accéder au second cycle, mais aussi ceux qui préfèrent apprendre volontairement les métiers techniques et professionnels.

2.8.4. Conditions d'admission au centre

Pour s'inscrire au centre, les candidats doivent remplir les conditions suivantes :

- avoir un niveau minimum de la classe de 3^{ème} ;
- être admis au test de recrutement.

2.8.5. Récapitulatif avec le coût de formation

Tableau 14 : Conditions du centre

Niveau de recrutement	Profil de sortie	Coût annuel de formation	Durée de la formation
3 ^{ème} et plus	Brevet de Technicien	300 000 FCFA	3 ans

Source : nous-même

2.8.6. Modalité de paiement

Les modalités de paiement sont les suivantes :

- 50% à l'inscription ;
- 25% au retour du congé des fêtes de fin d'année ;
- 25% au retour du congé des pâques.

DEUXIEME PARTIE :
ETUDE DE FAISABILITE DU PROJET

Chapitre 3 : PLAN OPERATIONNEL DU PROJET

Dans ce chapitre, nous parlerons des propositions juridiques, techniques et organisationnelles en section 1 puis, la section 2 sera portée sur les propositions marketings et financières du projet.

Section 1. Propositions juridiques, techniques et organisationnelles du projet

1.1. Propositions juridiques du projet

Pour la formalisation du projet, nous avons opté pour le statut juridique SARL.

Raisons du choix de cette forme :

- capital minimum exigé n'est pas important 1 000 000 FCFA ;
- responsabilité limitée : les associés ne sont pas responsables qu'à concurrence de leurs apports ;
- les associés ont la possibilité d'assurer un contrôle étroit de l'accès de nouveaux associés au capital de la société ;
- la société pourra continuer d'exister en cas de décès de l'un des associés ou du gérant

Siège : DOBA (Tchad)

Secteur d'activité : enseignement

1.2. Propositions techniques du projet

Les propositions techniques portent sur plusieurs aspects, toutefois les plus importants se résument sur le choix de la localité, le processus de production et les besoins en inputs.

1.2.1. Localisation du projet

Le projet sera implanté dans la commune de Doba (Tchad), précisément au quartier DJARABE II. C'est un nouveau quartier en extension et déjà lotis. L'accès à l'électricité ne pose pas de problème, sauf en eau, mais nous avons prévus dans nos investissements l'installation d'un forage d'eau en attendant celle de la Société Nationale d'Eau (SNE). Mieux le promoteur dispose d'un terrain d'une superficie de plus de 2000m² lotis pour le projet (annexe 3).

Il faut noter que beaucoup de chantiers de construction sont non seulement dans ce quartier mais un peu partout dans la ville, et peuvent servir de chantier-écoles pour le centre en collaboration avec les entreprises de BTP travaillant sur ces sites.

1.2.2. Description des locaux

Les locaux du projet sont composés de :

- un bureau du directeur du centre ;
- un bureau du responsable des études ;
- un bureau pour le responsable financier et administratif ;
- un magasin ;
- une bibliothèque ;
- une surveillance ;
- un WC divisé trois ;
- un abri du groupe électrogène ;
- un logement pour le gardien ;
- un forage d'eau ;
- six (7) salles de classes avec une capacité d'accueil de 30 apprenants chacune ;
- une salle polyvalente pour des réunions ;
- un abri pour les travaux pratiques ;
- un abri des engins du personnel et des visiteurs ;
- deux halls d'accueil des visiteurs.

1.2.3. Processus de production

Le projet a des structures d'accueil de 200 apprenants en moyenne. Avec l'introduction des nouvelles filières trop sollicitées selon les données de l'enquête sur le terrain, ce nombre sera revu en hausse.

1.2.4. Besoins en inputs et autres moyens

Les intrants ou inputs permettant de réaliser notre projet sont de différentes natures.

1.2.4.1. Estimation du coût des investissements

Le coût des investissements du projet est estimé à 100 482 000 FCFA

Tableau 15 : Estimation du coût d'investissement

Libellé	Quantité	PU	Montant	Durée de vie
Frais juridiques et montage des dossiers	1	150 000	150 000	3
Terrain	1	20 000 000	20 000 000	0
Bâtiments et autres installations	1	75 000 000	75 000 000	20
Matériels de transport	4	750 000	3 000 000	4
Mobiliers de bureau	1	2 332 000	2 332 000	10
Total			100 482 000	

Source : nous-même

1.2.4.2. Estimation des dépenses d'exploitation

Le coût des dépenses d'exploitation annuel est estimé à 18 060 000 FCFA

Tableau 16 : Estimation des dépenses d'exploitation

Libellé	Nbre de mois	PU	Montant
Achat des fournitures et consommable du bureau	12	50000	600 000
Assurance	12	25000	300 000
Frais généraux	12	25000	300 000
Eau-Electricité	12	40000	480 000
Salaires	12	1485000	15 120 000
Téléphone	12	25000	300 000
Carburant	12	50000	600 000
Entretiens divers	12	30000	360 000
Total			18 060 000

Source : nous-même

1.2.4.3. Estimation des charges salariales

Les charges salariales annuelles sont à 15 120 000 FCFA. Ces charges font parties intégrantes des charges d'exploitation.

Tableau 17 : Estimation des charges salariales

Libellé	Qualification	Nombre	Salaire brut	Indemnités	Salaire mensuel	Salaire annuel
Directeur du centre	BAC + 3	1	250 000	50 000	300 000	3 600 000
Responsable des études	BAC + 3	1	225 000	50 000	275 000	3 300 000
Secrétaire	BAC	1	100 000	20 000	120 000	1 440 000
Enseignants	BAC +2 ou 3	10	150 000	30 000	180 000	2 160 000
Responsable AF	BAC + 2	1	150 000	25 000	175 000	2 100 000
Planton	BEPCT	1	60 000	10 000	70 000	840 000
Technicien de surface	CM2	1	60 000	10 000	70 000	840 000
Veilleur de nuit	CME	1	60 000	10 000	70 000	840 000
Total					1 260 000	15 120 000

Source : nous-même

1.3. Propositions organisationnelles du projet

Dans son organisation, la taille du projet et le type d'équipement choisi détermine l'effectif du personnel.

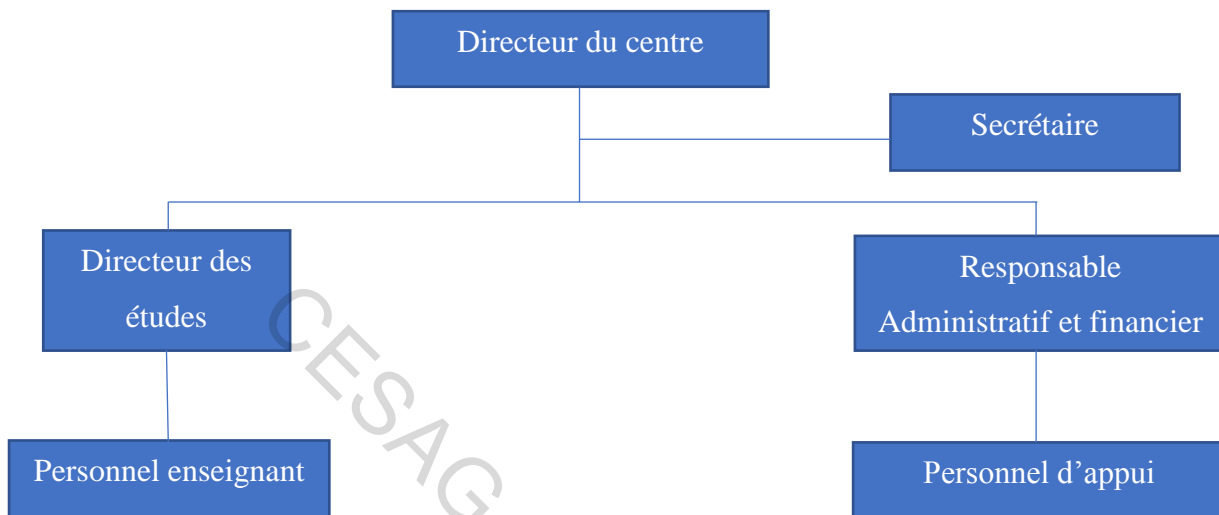
- de la direction générale ;
- de la direction des études ;
- du secrétariat ;
- du service de la comptabilité.

Les ressources humaines du projet sont composées des agents temporaires et des agents permanents. Ces agents sont recrutés en fonction de la mission et du niveau d'activités du projet.

1.3.1. Organigramme du projet

L'organigramme du projet se présente comme suit :

Figure 12 : Organigramme du projet



Source : nous-même

Dans son organisation, le projet est dirigé par un directeur de centre.

1.3.2. Postes et profils du personnel

1.3.2.1. Directeur du centre

Il est l'acteur clé du centre. Il est le responsable de la bonne marche de ce centre de formation. Il coordonne toutes les activités du centre avec les responsables des différentes sous directions. Il est le répondant principal du centre devant des partenaires et d'autres institutions. C'est un manager.

1.3.2.2. Directeur des études

Sous la responsabilité du directeur du centre, il a la charge de tout ce qui est formation. Il coordonne les activités du corps enseignant en veillant sur la qualité de leur prestation. Il veille sur les modules d'enseignement par niveau et volume horaire.

1.3.2.3. Responsable Administratif et Financier

Il est le responsable des aspects financiers du centre sous le contrôle du directeur du centre. Il assure entre autres l'encaissement des frais de formation, le paiement du personnel, le paiement des factures des fournisseurs, l'élaboration du budget de fonctionnement annuel, l'élaboration des différentes situations financières à la fin de chaque année scolaire, le traitement périodique des états de rapprochement bancaire, etc.

1.3.2.4. Secrétaire

Rattaché avec la direction générale, il a pour mission de réceptionner et enregistrer tous les courriers, les demandes, les dossiers administratifs... et les orienter vers leur destination. Il prépare aussi l'expédition de ces documents. En plus, il gère les rendez-vous de travail entre le directeur du centre et d'autres partenaires.

1.3.2.5. Le personnel enseignant

- *Formateurs techniques*

Il est impératif que les formateurs techniques possèdent des compétences pratiques dans les métiers qui seront enseignés. Ils devront également posséder un niveau de connaissances générales. Leur recrutement doit respecter les normes fixées par le centre conformément au programme national de l'enseignement technique et professionnel. Il est nécessaire qu'ils soient titulaires de diplôme avec BAC + 2 au minimum.

- *Formateur d'enseignement général*

Les formateurs d'enseignement général répondront aux critères de recrutement habituels des enseignants de l'enseignement du second cycle.

1.3.2.6. Technicien de surface

Il s'occupe de la propreté des locaux. Le nettoyage est fait tous les jours ouvrables pour maintenir un environnement propre et sain.

1.3.2.7. Le planton

Il a la charge des transmissions des courriers et d'autres tâches élémentaires entre le centre et d'autres administrations ou institutions de la place.

1.3.2.8. Veilleur de nuit

Il assure la sécurité des locaux pendant la nuit.

Section 2 : Propositions marketing et financière du projet

2.1. Proposition marketing

Il s'agit pour nous d'établir une stratégie commerciale adaptée à notre projet de formation professionnelle. Nous utiliserons la segmentation marketing ainsi que le marketing mix afin que notre projet soit une réussite à tout point de vue.

2.1.1. Segmentation

Cette technique permet de regrouper les clients en groupe stratégique. Les différents segments de notre marché sont : les élèves venant des établissements secondaires publics et privés de la zone d'implantation du projet ainsi que les localités environnantes.

Les critères de segmentation sont :

- leur capacité financière à payer le coût de formation ;
- la proximité ;
- etc.

2.1.2. Le ciblage

Après avoir analysé et segmenté notre marché, nous ciblerons dans le court terme les parents d'élèves, les élèves et les entreprises de BTP.

Dans le long terme, nous optons élargir la taille de nos cibles dans les départements de la région du Logone Oriental puis les régions voisines tels que le Logone Occidental et le Mandoul.

2.1.3. Le positionnement

Un accent particulier sera mis sur la qualité de l'enseignement. Ce qui nous permettra de répondre aux demandes des clients en offrant une formation technique et professionnelle de qualité. Notre notoriété sera bâtie sur la qualité de notre produit.

2.1.4. Le produit

Dans le cadre de notre étude, le produit à vendre par le projet est la formation professionnelle. Ce produit va être ouvert au public.

Notre stratégie de produit est de nous différencier des autres sources et moyens du programme proposés par nos concurrents.

2.1.5. Le prix

L'enquête sur le terrain a révélé que les prix du marché restent cependant très compétitifs et varient entre 275 000 et 325 000 FCFA annuel. Pour fixer un prix, nous avons surtout tenu compte de la sensibilité du marché et de plusieurs facteurs (la proximité, le pouvoir d'achat de la population, de nos concurrents et de la qualité des services offerts). Tout cela nous conduit à fixer le prix annuel de la formation dans notre établissement à 300 000 FCFA.

2.1.6. La promotion (communication)

Autre défi pour la réussite d'un tel projet c'est la communication. Elle sert à informer la clientèle de nos produits et leur donner satisfaction. La communication occupe une place importante dans notre stratégie. Avant le démarrage de nos activités, elle sera au début pour toucher nos différentes cibles.

Dans ce cadre, nous allons utiliser en premier temps un marketing direct avec comme principale action une collaboration avec la population ainsi qu'avec les autorités coutumières et administratives. L'objectif est de sceller un contact de confiance.

Des campagnes de promotion dans les établissements d'enseignement général, dans les quartiers, dans les associations et organisations existantes seront menées. Des partenariats seront aussi noués avec les entreprises et organisations afin que notre centre de formation puisse être dans leurs différentes activités et démembrements.

Par ailleurs, des publicités seront déroulées d'abord dans les radios de la place. Nous solliciterons aussi l'avis des spécialistes du métier.

Le relationnel va se faire à travers des affiches, des prospectus et des annonces. D'autres moyens de communication à utiliser sont le site web, Facebook, Instagram...

2.2. Analyse financière du projet

L'analyse financière se fera en deux parties :

- l'analyse financière sommaire (AFS) ;
- l'analyse financière détaillée (AFD).

Ces deux parties vont nous permettre d'apprécier la rentabilité du projet grâce aux variables énoncés plutôt (ci-haut)

2.2.1. Analyse financière sommaire (Annexe 2)

Nous abordons dans cette partie les résultats relatifs aux charges d'investissement, le fonds de roulement, le coût du projet, les dépenses d'exploitation, les recettes d'exploitation, l'échéancier des flux financiers, le type de financement, le RUMI, le risque financier et le délai de récupération

2.2.1.1. Les charges d'investissement (Annexe 2.1)

Le coût des charges d'investissement s'élève à 100 482 000 FCFA

2.2.1.2. Le fonds de roulement (Annexe 2.2)

Il concerne essentiellement la partie des dépenses d'exploitation. Le fonds de roulement permet au bon fonctionnement du centre de formation. Dans le cas de notre étude, le FR est de 19 045 000 FCFA. La dotation est structurée de la façon suivante, en année 1 nous avons 11 457 000 FCAF, en année 2 nous avons 3 794 000 FCFA et en année 3 nous 3 794 000 FCFA.

2.2.1.3. Le coût du projet (Annexe 2.3)

Il se calcule selon la formule suivante :

Coût du projet = Charges d'investissement + Fonds de roulement

D'où le coût de notre projet est égal à 119 527 000 FCFA

2.2.1.4. Dépenses d'exploitation

Elles évoluent proportionnellement aux coefficients d'activités annuelles du projet qui sont de 60% à la 1^{ère} année, 80% à la 2^{ème} année et 100% à la 3^{ème} année dite année de croisière jusqu'à

la 10^{ème} année. Ainsi les dépenses d'exploitation de notre projet sont respectivement de 11 076 000 FCFA, 14 568 000 FCFA et 18 060 000 FCFA (**Annexe 2.4**)

2.2.1.5. Evaluation des recettes d'exploitation (Annexe 2.5)

Avec les mêmes coefficients d'activités de 60%, 80% et 100% respectivement pour la 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} année dite de croisière pour 200 apprenants, avec un frais de scolarité de 300 000 FCFA/an/apprenant, les recettes sont évaluées de la manière suivante :

- 1^{ère} année : 120 apprenants x 300 000 FCFA = 36 000 000 FCFA
- 2^{ème} année : 160 apprenants x 300 000 FCFA = 48 000 000 FCFA
- 3^{ème} année : 200 apprenants x 300 000 FCFA = 60 000 000 FCFA

2.2.1.6. L'échéancier des flux financiers

L'échéancier des flux financiers est une étape capitale de l'analyse financière détaillée, car elle permet de calculer la rentabilité du projet. Dans le cas de notre étude, les flux financiers cumulés sont négatifs de l'année 1 à 3 avec un chiffre -19 231 000 FCFA avant de prendre une valeur positive de 22 709 000 FCFA à la 4^{ème} année. (**Annexe 2.6**)

2.2.1.7. Type de financement

Le type de financement requis de notre projet est supérieur ou égal à 4 ans.

2.2.1.8. Le RUMI

C'est un indicateur de profitabilité représenté par la contrepartie monétaire pour chaque franc investi. Il est calculé de la manière suivante :

$$\text{RUMI} = (\text{Total des recettes d'exploitation} - \text{Total des dépenses d'exploitation}) / \text{Total des dépenses d'investissement}$$

Le RUMI de notre projet de 3,70. Ce qui signifie que pour 1 FCFA investi, le projet nous rapporte 3,70 FCFA. (**Annexe 2.7**)

2.2.1.9. Le risque financier

C'est le rapport entre le nombre d'années de la vie du projet et le nombre d'années des cumuls des flux financiers négatifs.

Le risque financier de notre projet est de 0,36. Ce qui signifie que notre projet a un risque moyen (acceptable).

2.2.1.10. Délai de récupération

Le capital investi sera récupéré en 3 ans 5 mois et 15 jours

2.2.2. Analyse financière détaillée

L'analyse financière détaillée concerne les dotations aux amortissements, le plan de financement, remboursement de l'emprunt, compte de résultat prévisionnel, le tableau d'équilibre des emplois et des ressources et les différentes rentabilités

2.2.2.1. Dotations aux amortissements

Les dotations aux amortissements varient de la façon suivante, de la 1^{ère} à la 3^{ème} année elles sont à 4 783 200 FCFA, à la 4^{ème} année elles sont de 4 733 200 FCFA et 5 0780 200 FCFA de la 5^{ème} à la 10^{ème} année. (**Annexe 2.8**)

2.2.2.2. Plan de financement (Annexe 2.9)

Tableau 18 : Plan de financement

Rubriques	Montants
Coût du projet	119 527 000
Fonds propre (40%)	48 810 800
Emprunt (60%)	71 716 000
Durée 8 ans (dont 2 ans de différé)	6
Taux d'intérêt	10%
Annuités	16 466 569

Source : nous-même

2.2.2.3. Remboursement de l'emprunt

Le remboursement du capital emprunté commence à partir de la 3^{ème} année avec l'annuité constante de 16 466 569 FCFA et prend fin à la 8^{ème} année. Cependant, le montant d'intérêt calculé avec le taux de 10% commence dès la 1^{ère} année. (**Annexe 2.10**)

2.2.2.4. Compte de résultat prévisionnel et la CAF

Le tableau de compte de résultat prévisionnel indique un résultat net positif sur les 10 années. En année 10, le résultat atteint 33 692 520 FCFA. (**Annexe 2.11**)

La capacité d'autofinancement (CAF) traduit la capacité pour le projet de s'autofinancer, de rembourser ses dettes et de faire face à ses engagements. La CAF est largement positive tout au long du projet. (Voir le tableau du compte de résultat prévisionnel).

2.2.2.5. Le tableau d'équilibre des emplois et des ressources

L'analyse du tableau des ressources et des emplois du projet montre un solde de trésorerie net positif sur les 10 ans d'exploitation. Cependant, le projet dispose des moyens financiers pour faire face à ses dépenses. (**Annexe 2.12**)

2.2.2.6. Les différentes rentabilités : des actionnaires, des fonds propres et des capitaux investis

Du point de vue des actionnaires, avec un taux 20% la VAN est de 14 319 921 FCFA et le TRI est égal à 24%. (**Annexe 2.13**)

Au niveau des capitaux investis avec le même taux de 20% la VAN est de 39 503 228 et le TRI est égal à 28%. (**Annexe 2.14**)

En fin du point de vue des fonds propres, toujours avec le même taux, la VAN est de 101 187 499 FCFA et le TRI est égal à 54%. (**Annexe 2.15**)

En somme, tous les indicateurs montrent clairement que le projet est rentable et qu'il peut être financé.

Chapitre 4 : RESULTATS ATTENDUS, PERSPECTIVES ET PLANNING DES ACTIVITES

Ce dernier chapitre nous permet de faire sortir les différents résultats ou impacts du projet puis les perspectives et le planning des activités.

Section 1 : Résultats attendus ou impacts du projet

Nous avons dans cette section à présenter l'impact social, environnemental et économique du projet.

1.1. L'impact social

Socialement, le projet va créer des emplois. Au premier plan 17 personnes seront employés pour lancer le projet. La masse salariale annuelle de ce personnel est de 15 120 000 FCFA. Ce qui explique qu'au bout de 10 ans, la masse salariale serait de 151 200 000 FCFA. Pourtant, non seulement d'autres filières seront créées mais, les activités du projet seront diversifiées. Alors le projet va augmenter le nombre de ses employés, d'où nécessairement la masse salariale sera augmentée. Ces salaires sont au profit des ménages.

1.2. L'impact environnemental

Sur le plan environnemental, le projet doit prendre toutes les dispositions pour respecter les normes fixées par la loi en vigueur. L'hygiène et la sécurité environnementale seront prises en compte dans tous les aspects pendant le lancement et la mise en œuvre des activités. La gestion environnementale sera une préoccupation de l'équipe du projet à travers le concept RSE (Responsabilité Sociale et Environnementale). Actuellement le site du projet ne contient aucun arbre, alors l'équipe va commencer à faire un plan de reboisement pendant l'implantation des bâtiments.

1.3. L'impact économique

Sur le plan économique, des impôts et taxes générés sont versés au trésor public par le projet. Sur la période de 10 ans, une somme de 117 157 067 FCFA sera versée dans le compte de l'Etat au titre des impôts. En plus, les dividendes versés ne sont pas négligeables.

Le projet ne se limite pas seulement à la politique fiscale, mais il participe activement à la politique de lutte contre le chômage en formant des jeunes directement opérationnels.

Section 2 : Perspectives et planning des activités

2.1. Perspectives

Au titre des perspectives, nous envisageons augmenter considérablement les structures d'accueil des apprenants, ajouter d'autres filières, diversifier nos activités, développer la politique d'insertion de nos apprenants après leur formation et développer l'esprit d'entrepreneuriat pour nos apprenants

2.2. Planning des activités du projet

Le planning des activités du projet se résume dans le tableau ci-dessous :

Tableau 19 : Planning des activités

N°	Tâches	Durée d'exécution (période)	Chargés de la réalisation	Observation
1	Constitution des dossiers administratifs	Décembre 2019	Promoteur	
2	Construction de bâtiments et autres installations	Janvier à juin 2020	Ingénieurs en génie civil	
3	Acquisition des biens mobiliers et immobiliers	Juillet 2020	Promoteur avec l'appui d'autres personnes	
4	Rédaction du statut et règlement intérieur	Juillet à août 2020	Comité chargé de la rédaction	
5	Recrutement du personnel administratif	1 ^{ère} quinzaine de septembre 2020	Comité chargé du recrutement	
6	Lancement du premier concours d'entrée au centre	2 ^{ème} quinzaine de septembre 2020	Comité chargé de l'organisation du concours	
7	Recrutement du personnel enseignant	1 ^{ère} quinzaine d'octobre 2020	Comité chargé du recrutement	

8	Lancement officiel de la rentrée de la première promotion	Le 19 octobre 2020	Comité d'organisation de la cérémonie	
---	---	--------------------	---------------------------------------	--

Source : nous-même

2.3. RECOMMANDATIONS

Des recommandations ont été formulées et portent essentiellement sur les points ci-dessous.

Pour l'Etat Tchadien

L'Etat doit renforcer sa stratégie dans le domaine de la formation technique et professionnelle afin de faciliter l'accès des jeunes. Il doit en outre augmenter sa ligne budgétaire dans le but de former les enseignants, construire les équipements, renforcer les centres existants par des équipements. Pour permettre la promotion d'entrepreneuriat au Tchad, l'Etat doit faire l'exonération de certaines taxes, puis réduire son taux d'impôt qui semble être trop élevé.

Pour la population enquêtée

Qu'il y ait une sensibilisation pour permettre à la population de comprendre l'importance d'une enquête. Sur le terrain, nous avons constaté la réticence de la population qui rend parfois le travail un peu difficile.

Pour les futurs promoteurs

Les futurs promoteurs désirant investir dans ce domaine doivent tenir compte de deux facteurs essentiels : s'entourer de professionnels de ce secteur et être un bon manager.

CESAG - BIBLIOTHEQUE

CONCLUSION GENERALE

L'éducation d'une manière générale et la formation technique et professionnelle constituent l'une des piliers du développement durable d'un pays tels que le Tchad.

En résumé, l'objectif fixé de notre projet est d'étudier la faisabilité de création d'un centre de formation technique et professionnelle dans la commune de Doba (Tchad).

Grâce à une démarche méthodologique cohérente, la viabilité du projet a été démontrée. Tout d'abord une revue de littérature a été faite, suivi de la définition des concepts liés aux notions de projet et l'étude de faisabilité qui a porté sur l'analyse de marché, l'analyse technique, organisationnelle et financière.

En termes de faisabilité, l'étude financière réalisée nous permet d'attester de la rentabilité et de la viabilité du projet.

La croissance des flux financiers attendus par le projet corroboré par la Valeur Actuelle Nette (VAN) qui est positive et le taux de rendement interne (TRI) qui est supérieur au rendement exigé par les actionnaires.

Les résultats auxquels l'étude est parvenue montrent clairement que le projet est rentable financièrement mais aussi créé des emplois, ce qui profite à la collectivité.

Le choix du secteur de l'enseignement professionnel n'est pas fortuit vu le taux d'insertion des jeunes diplômés qui est très faible. Ce qui traduit que socialement et économiquement, la mise en place de notre projet contribuera au développement de la localité du site à travers la création d'emplois et au développement du pays par le versement d'impôts et taxes.

La spécificité du projet est qu'il se propose de faire une formation mixte (maçonnerie-menuiserie) pendant les deux premières années. Certaines matières seront enseignées en tronc commun et la spécialité est réservée pour la troisième année. Cela va permettre aux apprenants d'avoir une connaissance de base dans les deux métiers avant de se spécialiser. C'est ce qui se fait rarement au pays ou dans la zone d'implantation.

Pour arriver à ces différents résultats, le projet a un plan d'implications des différents acteurs. Ces acteurs sont entre autres :

- l'Etat tchadien pour le plan de formation nationale et le suivi par le biais du ministère de tutelle ;

- les partenaires financiers pour le financement ;
- les autorités locales et la population pour une franche collaboration dans tous les sens ;
- les apprenants et leurs parents pour le respect des engagements et la discipline ;
- le promoteur pour ses engagements vis-à-vis des parties prenantes.

La création d'un centre de formation professionnelle en maçonnerie et menuiserie est faisable dans la ville de Doba (Tchad) d'après les études et analyses faites sur le terrain.

CESAG - BIBLIOTHEQUE

ANNEXES

CESAG - BIBLIOTHEQUE

Annexe 1 : Questionnaire

22/09/2018

Enquête sur la formation professionnelle et technique à Doba (Tchad): août 2018

Enquête sur la formation professionnelle et technique à Doba (Tchad): août 2018

Dans le cadre de la réalisation de notre mémoire de fin d'étude au CESAG, nous enquêtons sur la formation professionnelle et technique privée et sa perception dans votre ville. Pour ce faire, nous vous remercions de bien vouloir répondre à nos questions.

*Obligatoire

Veillez répondre aux suivantes

1. Sexe *

Une seule réponse possible.

- Masculin
 Féminin

2. Quelle est votre profession/métier ou occupation? *

Une seule réponse possible.

- Fonctionnaire d'Etat
 Employé(e) dans un secteur privé
 Agriculteur
 Commerçant(e)
 Ménager(e)
 Ouvrier(ère)
 Autre : _____

3. Connaissez-vous des enfants déscolarisés? *

Une seule réponse possible.

- Oui
 Non *Passez à la question 9.*

Statut d'enfants déscolarisés

4. Ont-ils déjà été scolarisés? *

Une seule réponse possible.

- Oui
 Non

23/09/2018

Enquête sur la formation professionnelle et technique à Doba (Tchad): août 2018

5. Combien d'enfants déscolarisés avez-vous? *

Inscrire le nombre d'enfants déscolarisés que vous avez en chiffre.
Une seule réponse possible.

- 01
- 02
- 03
- 04
- 05
- 06
- 07
- 08
- 09
- 10
- +10

6. Veuillez préciser le niveau scolaire des enfants. *

Une seule réponse possible par ligne.

	00	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	+10
Niveau primaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
De la 6e à la 4e	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
De la 3e à la 1 ^{re}	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

7. Savez-vous qu'il existe déjà un centre de formation en maçonnerie et en menuiserie à Doba? *

Une seule réponse possible.

- Oui
- Non *Passez à la question 8.*

Qualité de la formation existante

8. Que pensez-vous de la qualité de formation proposée par ce centre de formation? *

Une seule réponse possible.

- Moins bonne
- Acceptable
- Bonne
- Très bonne

Centre de formation

9. Pensez-vous pertinente de la création d'un autre centre de formation technique et professionnel à Doba? *

Une seule réponse possible.

- Oui
- Non

22/09/2018

Enquête sur la formation professionnelle et technique à Doba (Tchad): août 2018

10. Quels métiers voulez-vous que vos enfants apprennent dans un centre de formation technique et professionnel? *

Plusieurs réponses possibles.

- Maçonnerie
- Menuiserie
- Couture
- Soudure
- Jardinage
- Élevage
- Electricité
- Les métiers du froid
- Électrotechnique
- Mécanique
- Électromécanique
- Autre : _____

11. Quelle somme pouvez-vous déboursier pour la formation de Brevet de technicien (BT) de vos enfants? *

Une seule réponse possible.

- 275.000 - 325.000
- 325.000 - 375.000
- 375.000 - 400.000

Fourni par
 Google Forms

<https://docs.google.com/forms/d/1Bvnofg33qrb-4NBWYcGJyH-Uhwu-3gTg1YIggTPbwledt>

3/3

Annexe 2 : Les autres tableaux**Annexe 2.1 : Données des dépenses d'investissement**

Libellé	Qtté	PU	Montant	Durée de vie
Frais juridiques et montage des dossiers	1	150 000	150 000	3
Terrain	1	20 000 000	20 000 000	0
Batiments et autres installations	1	75 000 000	75 000 000	20
Matériels de transport	4	750 000	3 000 000	4
Mobiliers de bureau	1	2 332 000	2 332 000	10
Total			100 482 000	

Annexe 2.2: Calcul du besoin en fonds de roulement

Rubrique	Nbre de mois	Montant	Année 1	Année 2	Année 3
Achat des fournitures et consommable du bureau	2	600 000	60 000	80 000	100 000
Assurance	3	300 000	75 000	75 000	75 000
Eau-Electricité	1	480 000	24 000	32 000	40 000
Salaires	3	15 120 000	2 268 000	3 024 000	3 780 000
Téléphone	1	300 000	15 000	20 000	25 000
Carburant	2	600 000	60 000	80 000	100 000
Clients (CA)	3	60 000 000	9 000 000	12 000 000	15 000 000
Sous total du BFR			11 502 000	15 311 000	19 120 000
Crédit fournisseur	1,5	600 000	45 000	60 000	75 000
BFR Net			11 457 000	15 251 000	19 045 000
Dotation en BFR			11 457 000	3 794 000	3 794 000

Annexe 2.3 : Coût du projet

Cout du projet	119 527 000
Investissement	100 482 000
BFR	19 045 000

Annexe 2.4 : Données d'exploitation

Rubriques	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10
Achat des fournitures et consommable du bureau	360 000	480 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000
Assurance	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000
Frais généraux	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000
Eau-Electricité	288 000	384 000	480 000	480 000	480 000	480 000	480 000	480 000	480 000	480 000
Salaires	9 072 000	12 096 000	15 120 000	15 120 000	15 120 000	15 120 000	15 120 000	15 120 000	15 120 000	15 120 000
Téléphone	180 000	240 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000
Carburant	360 000	480 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000
Entretiens divers	216 000	288 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000
Total	11 076 000	14 568 000	18 060 000	18 060 000	18 060 000	18 060 000	18 060 000	18 060 000	18 060 000	18 060 000

Annexe 2.5 : Calcul du chiffre d'affaire (CA)

Rubriques	Année1	Année2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10
Coeff d'activité	60%	80%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Nombre des étudiants	120	160	200	200	200	200	200	200	200	200
CA	36 000 000	48 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000

Annexe 2.6 : Echancier des flux financiers

Rubriques	Année 0	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10
Investissement et renouvellement	100 482 000	0	0	0	0	3 000 000	0	0	0	3 000 000	0
Dotation au BFR		11 457 000	3 794 000	3 794 000							
Dépenses d'exploitation		11 076 000	14 568 000	18 060 000	18 060 000	18 060 000	18 060 000	18 060 000	18 060 000	18 060 000	18 060 000
Total des dépenses	100 482 000	22 533 000	18 362 000	21 854 000	18 060 000	21 060 000	18 060 000	18 060 000	18 060 000	21 060 000	18 060 000
CA		36 000 000	48 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000
Besoin en fonds de roulement											19 045 000
Valeur résiduelle											59 000 000
Total des recettes	-	36 000 000	48 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	138 045 000
Flux financier annuel	- 100 482 000	13 467 000	29 638 000	38 146 000	41 940 000	38 940 000	41 940 000	41 940 000	41 940 000	38 940 000	119 985 000
FFA cumulés	- 100 482 000	- 87 015 000	- 57 377 000	- 19 231 000	22 709 000	61 649 000	103 589 000	145 529 000	187 469 000	226 409 000	346 394 000
VAN à 20%	30 487 809										
VAN à 23%	- 8 960 672										
TRI	22%										

Annexe 2.7 : Calcul du RUMI

RUMI	3,70
Recettes d'exploitation	564 000 000
Dépenses d'exploitation	170 124 000
Investissement et renouvellement	106 482 000

Annexe 2.8 : Tableau d'amortissement technique

Rubriques	Montant	Durée	Annuité	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10	VR
Coefficient d'inflation				1,1	1,21	1,21	1,33	1,46	1,46	1,46	1,46	1,46	1,46	
Frais juridiques et montage des dossiers	150 000	3	50 000	50 000	50 000	50 000								0
Terrain	20 000 000	0	-											20 000 000
Bâtiments et autres installations	75 000 000	20	3 750 000	3 750 000	3 750 000	3 750 000	3 750 000	3 750 000	3 750 000	3 750 000	3 750 000	3 750 000	3 750 000	37 500 000
Matériels de transport	3 000 000	4	750 000	750 000	750 000	750 000	750 000	1 095 000	1 095 000	1 095 000	1 095 000	1 095 000	1 095 000	2 190 000
Mobiliers de bureau	2 332 000	10	233 200	233 200	233 200	233 200	233 200	233 200	233 200	233 200	233 200	233 200	233 200	0
Total	100 482 000	0	4 783 200	4 783 200	4 783 200	4 783 200	4 733 200	5 078 200	5 078 200	5 078 200	5 078 200	5 078 200	5 078 200	59 690 000

Annexe 2.9 : Schéma de financement du projet

Rubriques	Montant
Cout du projet	119 527 000
Fonds propres (40%)	47 810 800
Emprunt (60%)	71 716 200
Durée	8
Différé	2
Taux	10%
Annuités	16 466 569

Annexe 2.10 : Tableau de remboursement des emprunts

Rubriques	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8
Capital restant dû	71 716 200	71 716 200	71 716 200	62 421 251	52 196 807	40 949 919	28 578 343	14 969 608
Intérêt	7 171 620	7 171 620	7 171 620	6 242 125	5 219 681	4 094 992	2 857 834	1 496 961
Remboursement			9 294 949	10 224 444	11 246 888	12 371 577	13 608 735	14 969 608
Annuités			16 466 569	16 466 569	16 466 569	16 466 569	16 466 569	16 466 569

Annexe 2.11 : Compte de résultat prévisionnel et la CAF

Rubriques	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10
CA	36 000 000	48 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000
Achat des fournitures et consommable du bureau	360000	480000	600000	600000	600000	600000	600000	600000	600000	600000
Marge sur fournitures et consommables	35 640 000	47 520 000	59 400 000	59 400 000	59 400 000	59 400 000	59 400 000	59 400 000	59 400 000	59 400 000
Assurance	300000	300000	300000	300000	300000	300000	300000	300000	300000	300000
Frais généraux	300000	300000	300000	300000	300000	300000	300000	300000	300000	300000
Eau-Electricité	288000	384000	480000	480000	480000	480000	480000	480000	480000	480000
Téléphone	180000	240000	300000	300000	300000	300000	300000	300000	300000	300000
Carburant	360000	480000	600000	600000	600000	600000	600000	600000	600000	600000
Entretiens divers	216000	288000	360000	360000	360000	360000	360000	360000	360000	360000
Valeur Ajoutée	33 996 000	45 528 000	57 060 000	57 060 000	57 060 000	57 060 000	57 060 000	57 060 000	57 060 000	57 060 000
Salaires	9 072 000	12 096 000	15 120 000	15 120 000	15 120 000	15 120 000	15 120 000	15 120 000	15 120 000	15 120 000
EEB Constant	24 924 000	33 432 000	41 940 000	41 940 000	41 940 000	41 940 000	41 940 000	41 940 000	41 940 000	41 940 000
Coefficient d'inflation	1,1	1,21	1,21	1,33	1,46	1,46	1,46	1,46	1,46	1,46
EEB avec coefficient d'inflation	27 416 400	40 452 720	50 747 400	55 780 200	61 232 400	61 232 400	61 232 400	61 232 400	61 232 400	61 232 400
Dotation aux amortissement	4 783 200	4 783 200	4 783 200	4 733 200	5 078 200	5 078 200	5 078 200	5 078 200	5 078 200	5 078 200
Résultat d'exploitation	22 633 200	35 669 520	45 964 200	51 047 000	56 154 200	56 154 200	56 154 200	56 154 200	56 154 200	56 154 200
Frais financiers	7 171 620	7 171 620	7 171 620	6 242 125	5 219 681	4 094 992	2 857 834	1 496 961	-	-
Résultat Activité Ordinaire	15 461 580	28 497 900	38 792 580	44 804 875	50 934 519	52 059 208	53 296 366	54 657 239	56 154 200	56 154 200
Impot (40%)	6 184 632	11 399 160	15 517 032	17 921 950	20 373 808	20 823 683	21 318 546	21 862 896	22 461 680	22 461 680
Résultat Net	9 276 948	17 098 740	23 275 548	26 882 925	30 560 712	31 235 525	31 977 819	32 794 344	33 692 520	33 692 520
CAF	14 060 148	21 881 940	28 058 748	31 616 125	35 638 912	36 313 725	37 056 019	37 872 544	38 770 720	38 770 720

Annexe 2.12 : Tableau des ressources et emplois des fonds

Rubriques	Année 0	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10
CAF		14 060 148	21 881 940	28 058 748	31 616 125	35 638 912	36 313 725	37 056 019	37 872 544	38 770 720	38 770 720
Fonds propres	47 810 800										
emprunts	71 716 200										
BFR											19 045 000
Valeur résiduelle											59 690 000
Sous total ressources	119 527 000	14 060 148	21 881 940	28 058 748	31 616 125	35 638 912	36 313 725	37 056 019	37 872 544	38 770 720	117 505 720
Investissement renouvellement	100482000	0	0	0	0	3000000	0	0	0	3000000	0
Coefficient d'inflation	1	1,1	1,21	1,21	1,33	1,46	1,46	1,46	1,46	1,46	1,46
Investissement Renouvellement avec coefficient	100482000	0	0	0	0	4380000	0	0	0	4380000	0
Dotation au BFR		11 457 000	3 794 000	3 794 000							
Remboursement de l'emprunt				9 294 949	10 224 444	11 246 888	12 371 577	13 608 735	14 969 608	-	-
Dividendes		1 855 390	3 419 748	4 655 110	5 376 585	6 112 142	6 247 105	6 395 564	6 558 869	6 738 504	6 738 504
Sous total emplois	100 482 000	13 312 390	7 213 748	17 744 058	15 601 029	21 739 030	18 618 682	20 004 298	21 528 477	11 118 504	6 738 504
Solde annuel (Ressources - Emplois)	19 045 000	747 758	14 668 192	10 314 690	16 015 096	13 899 881	17 695 043	17 051 721	16 344 067	27 652 216	110 767 216
Solde au début de l'année	0	19 045 000	19 792 758	34 460 950	44 775 640	60 790 736	74 690 617	92 385 660	109 437 381	125 781 448	153 433 664
Solde en fin d'année	19 045 000	19 792 758	34 460 950	44 775 640	60 790 736	74 690 617	92 385 660	109 437 381	125 781 448	153 433 664	264 200 880

Annexe 2.13 : Rentabilité pour les actionnaires

Rubriques	Année 0	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10
Flux des actionnaires	- 47 810 800	1855389,6	3419748	4655109,6	5376584,986	6112142,31	6247104,967	6395563,889	6558868,704	6738504	270 939 384
VAN à 20%	14 319 921										
TRI		24%									

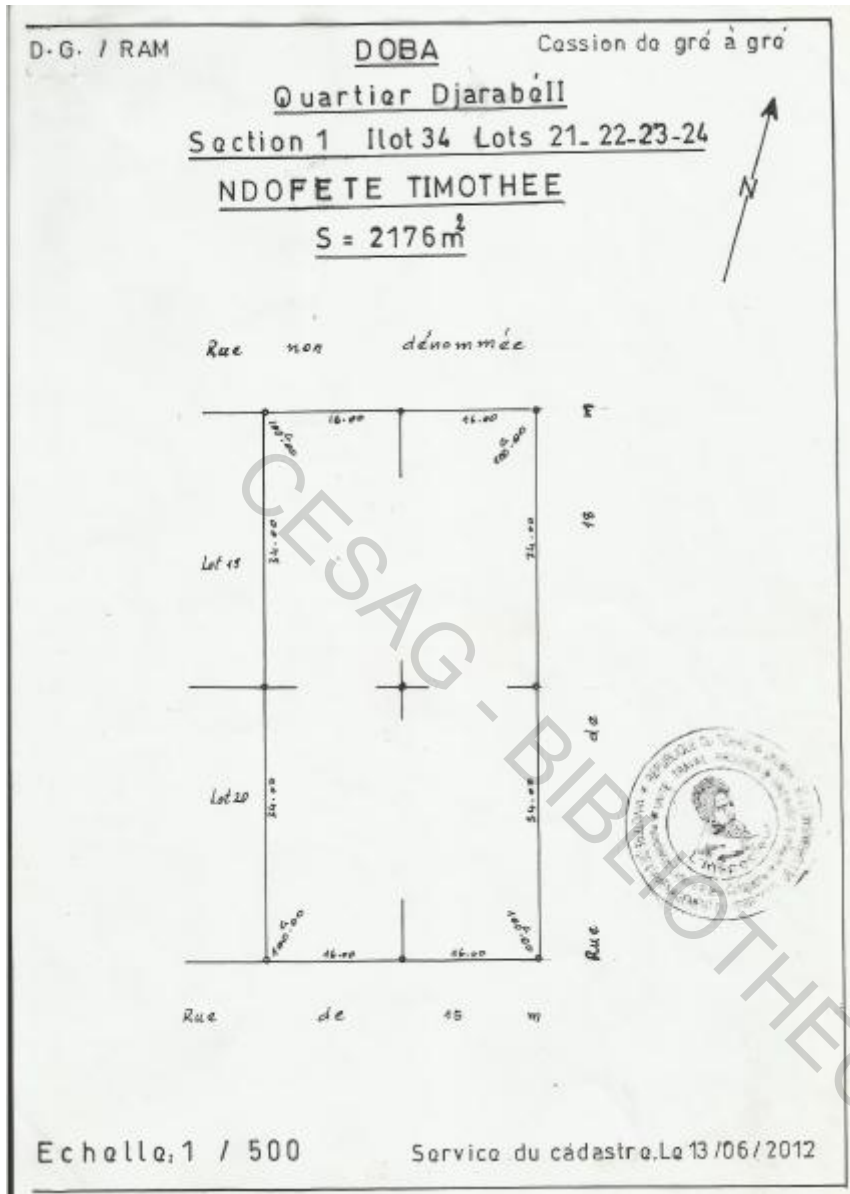
Annexe 2.14 : Rentabilité pour les capitaux investis

Rubriques	Année 0	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10
Flux financier annuel	-100482000	13467000	29638000	38146000	41940000	38940000	41940000	41940000	41940000	38940000	119985000
Coefficient d'inflation	1	1,1	1,21	1,21	1,33	1,46	1,46	1,46	1,46	1,46	1,46
FFA en franc courant	-100482000	14813700	35861980	46156660	55780200	56852400	61232400	61232400	61232400	56852400	175178100
Impôt (40%)		6 184 632	11 399 160	15 517 032	17 921 950	20 373 808	20 823 683	21 318 546	21 862 896	22 461 680	22 461 680
Flux des capitaux investis	-100482000	8629068	24462820	30639628	37858250,05	36478592,3	40408716,78	39913853,7	39369504,32	34390720	152716420
VAN à 20%	39 503 228										
TRI		28%									

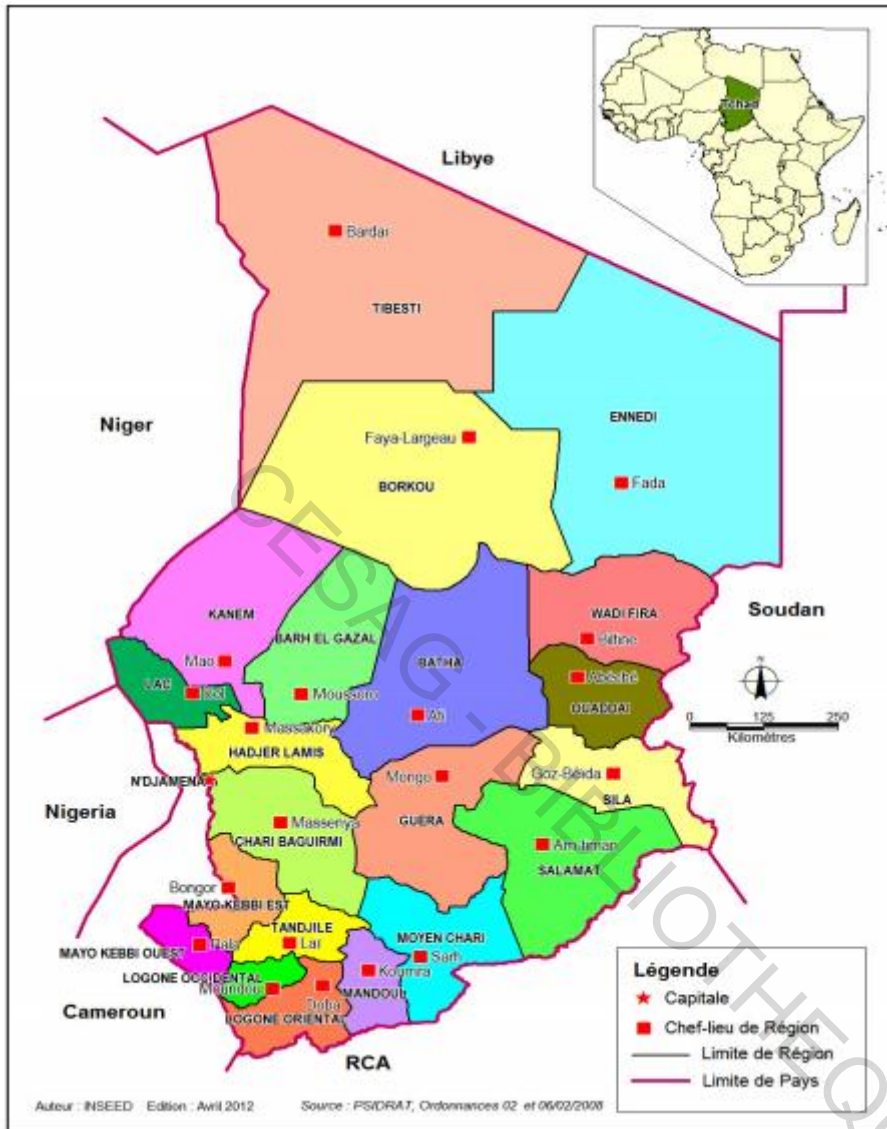
Annexe 2.15 : Rentabilité pour les fonds propres

Rubriques	Année 0	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10
Apports des actionnaires	-47810800	1855389,6	3419748	4655109,6	5376584,99	6112142,31	6247104,967	6395563,889	6558868,704	6738504	270939384,2
Solde annuel (Ressources - Emplois)	19045000	747758,4	14668192	10314689,6	16015096,3	13899881,18	17695043	17051721	16344066,8	27652216	110767216
Solde des actionnaires (flux des fonds propres)	-28765800	2603148	18087940	14969799,2	21391681,2	20012023,49	23942147,97	23447284,89	22902935,51	34390720	381706600,2
VAN à 20%		101 187 499									
TRI			54%								

Annexe 3 : Plan du terrain



Annexe 4 : Carte du Tchad



BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux :

- Ali GOUMAR – Éric Simon (2015), « Réaliser son business plan en 48 H », 2^{ème} édition Groupe EYROLLES, 26 pages.
- Claude DEUMEURE (2008) « Aide-Mémoire Marketing », 6^{ème} édition DUNOD, 426 pages.
- Georges LEGRO (2014), « Finance d'entreprise », 2^{ème} édition DUNOD, 233 pages.
- Hugues MARCHAT (2008), « Analyse des besoins », 2^{ème} édition Groupe EYROLLES, 19 pages.
- Jean-Louis G. MULLER (2005), « Management de Projets », Edition AFNOR, 138 pages.
- Raphaël COHEN (2005), « Concevoir et lancer un projet », Edition d'organisation Groupe Eyrolles, 230 pages.
- Robert HOUDAYER (2004), « Evaluation Financière des Projets », 2^{ème} édition, 460 pages.
- Robert PAPIN (2017) « Création d'entreprise : de l'idée au business plan », édition DUNOD, 211 pages.

Documents officiels, lois et règlements

- Plan Intérimaire de l'Education au Tchad (**PIET**) de 2018-2020, élaboré en juillet 2017
- Plan National de Développement (PND) du TCHAD de 2017-2021, élaboré en juin 2017
- Plan National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle au Tchad (**PNEFPT**), élaboré en avril 2014
- Rapport de l'Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED) : Troisième Enquête sur la Consommation et le Secteur Informel au Tchad (ECOSIT3), élaborée en juin 2013.

Mémoires

- Makhoudia NDIAYE (MPSG 2015) : « Création d'un centre d'enseignement technique et professionnel en maçonnerie à KEUR MASSAR »
- Oumar DEME (MBA-GP 2014) : « Etude de faisabilité d'un projet de création d'une école privée d'enseignement moyen secondaire à TIVAOUNE PEULH (Sénégal).

Webographie

- www.cemac.int
- www.gestiondeprojet.pm

CESAG - BIBLIOTHEQUE

TABLE DES MATIERES

Dédicaces	i
Remerciements	ii
Liste des sigles et abréviations.....	iii
Liste des tableaux	v
Liste des figures	vii
Liste des annexes	viii
Fiche synoptique.....	ix
Sommaire	x
INTRODUCTION GENERALE	1
PREMIERE PARTIE : CADRE THEORIQUE ET CONTEXTUEL DU PROJET ET ETUDE DE BESOIN	7
Chapitre 1 : CADRE THEORIQUE DU PROJET ET METHODES DE COLLECTE DES DONNEES.....	7
Section 1 : Généralités sur un projet ou revue de la littérature.....	7
1.1. Définition des concepts clés	7
1.1.1. Caractéristiques d'un projet.....	8
1.1.1.1. La complexité	8
1.1.1.2. L'unicité.....	8
1.1.2. Avantages et limites des projets	8
1.1.2.1. Les avantages	9
1.1.2.2. Les limites	9

1.2. Enjeux du projet	9
1.2.1. Enjeux politiques	9
1.2.2. Enjeux environnementaux et sociaux	10
1.2.3. Enjeux économiques	10
1.3. Typologie et nature de projets	10
1.3.1. Typologie de projet	10
1.3.1.1. Projets productifs	10
1.3.1.2. Projets non directement productifs	11
1.3.2. Nature des projets	11
1.4. Cycle de vie d'un projet	11
1.4.1. Identification	11
1.4.2. Préparation	12
1.4.3. Evaluation ex-ante	12
1.4.4. Sélection, négociation et approbation	12
1.4.4.1. La sélection proprement dite	12
1.4.4.2. La négociation	12
1.4.4.3. L'approbation	13
1.4.5. Réalisation Exécution et mise en œuvre	13
1.4.6. Evaluation terminale ou rétrospective	13
1.5. Modèle d'analyse	13

1.5.1. Variables indépendantes	13
1.5.2. Variable dépendante.....	14
Section 2 : Démarche d'élaboration d'un projet	15
2.1. Etude du marché	15
2.1.1. La segmentation du marché.....	16
2.1.2. L'évaluation de la demande du produit	16
2.1.3. L'analyse de la demande	16
2.1.3.1. Analyse de la demande passée et présente.....	16
2.1.3.2. Estimation de la demande future	16
2.1.4. Détermination de la part de marché	17
2.1.5. Elaboration du plan marketing.....	17
2.2. Etude technique.....	17
2.2.1. Processus de production.....	18
2.2.2. Besoins en inputs et autres moyens	18
2.2.3. Choix de la localisation et le site	19
2.2.4. Calendrier des réalisations	19
2.2.5. Les variantes	19
2.2.6. Evaluation des coûts	19
2.2.7. Insuffisances des dossiers techniques.....	20
2.3. Analyse de l'offre	20

2.4. Etude institutionnelle et organisationnelle	20
2.4.1. Etude institutionnelle	20
2.4.2. Etude organisationnelle	21
2.5. Etude sociale et environnementale	21
2.5.1. Etude sociale	21
2.5.2. Etude environnementale	22
2.6. Analyse financière	23
2.6.1. Analyse financière sommaire (AFS)	23
2.6.1.1. Estimation des besoins et de la dotation en FDR	23
2.6.1.2. Détermination des flux nets annuels et flux nets cumules	24
2.6.1.3. Calcul de la rentabilité sommaire	24
2.6.1.4. Méthode n'utilisant pas l'actualisation	24
2.6.2. Analyse financière détaillée	25
2.6.2.1. Le tableau d'amortissement et des investissements	25
2.6.2.2. Conditions de financement	26
2.6.2.3. L'échéancier d'amortissement des emprunts	26
2.6.2.4. Compte de résultat prévisionnel et la CAF	26
2.6.2.5. Tableau des ressources et des emplois de fonds	27
2.6.2.6. Calcul des différents niveaux de rentabilité du projet	27
2.6.3. Test de sensibilité	27

2.7. Analyse économique	27
2.7.1. Méthode des prix de référence	28
2.7.2. Méthode des effets	29
2.8. Méthodes de collecte et analyse des données	29
2.8.1. Collecte des données secondaires	29
2.8.2. Collecte des données primaires	30
2.8.3. Analyse des données	30
2.9. Difficultés rencontrées	30
Chapitre 2 : PRESENTATION DU PROMOTEUR ET ETUDES DES BESOINS	31
Section 1 : Présentation du promoteur	31
1.1. Naissance de l'idée	31
1.2. Expérience et parcours professionnels du promoteur	31
1.3. Exigences personnelles de réussite du projet	32
Section 2 : Etude des besoins	32
2.1. Analyse de l'environnement élargi et sectoriel du projet	32
2.1.1. Données de base concernant l'ETFP	37
2.1.2. Les causes de la discontinuité	37
2.1.3. Les pratiques en cours de prévention et de remédiation	38
2.1.4. Résultats attendus sur le plan national	38
2.1.5. Faiblesses - contraintes	39

2.2. Analyse de la demande au plan macro environnement	39
2.3. Analyse fonctionnelle (diagnostic interne)	40
2.4. Analyse de la demande	41
2.5. Analyse de l'offre	42
2.5.1. Analyse de l'intensité concurrentielle	42
2.5.1.1. Pouvoir de négociation des fournisseurs	42
2.5.1.2. Pouvoir de négociation des clients	42
2.5.1.3. Rivalité entre les concurrents	42
2.5.1.4. Menace des nouveaux entrants	43
2.5.1.5. Menace de produits de substitution	43
2.6. Analyse SWOT	44
2.7. Résultats et traitement des données collectées sur le terrain	45
2.8. Estimation de la demande potentielle du secteur	52
2.8.1. Situation de l'enseignement général du second cycle de Doba	52
2.8.2. Données statistiques du CFTP de Doba	54
2.8.3. Justification du choix des niveaux d'enseignement	57
2.8.4. Conditions d'admission au centre	57
2.8.5. Récapitulatif avec le coût de formation	57
2.8.6. Modalité de paiement	57
DEUXIEME PARTIE : ETUDE DE FAISABILITE DU PROJET	58

Chapitre 3 : PLAN OPERATIONNEL DU PROJET	59
Section 1. Propositions juridiques, techniques et organisationnelles du projet	59
1.1. Propositions juridiques du projet	59
1.2. Propositions techniques du projet	59
1.2.1. Localisation du projet	59
1.2.2. Description des locaux	60
1.2.3. Processus de production	60
1.2.4. Besoins en inputs et autres moyens	60
1.2.4.1. Estimation du coût des investissements	60
1.2.4.2. Estimation des dépenses d'exploitation	61
1.2.4.3. Estimation des charges salariales	61
1.3. Propositions organisationnelles du projet	62
1.3.1. Organigramme du projet	63
1.3.2. Postes et profils du personnel	63
1.3.2.1. Directeur du centre	63
1.3.2.2. Directeur des études	63
1.3.2.3. Responsable Administratif et Financier	64
1.3.2.4. Secrétaire	64
1.3.2.5. Le personnel enseignant	64
1.3.2.6. Technicien de surface	64

1.3.2.7. Le planton	64
1.3.2.8. Veilleur de nuit	65
Section 2 : Propositions marketing et financière du projet	65
2.1. Proposition marketing	65
2.1.1. Segmentation	65
2.1.2. Le ciblage	65
2.1.3. Le positionnement	65
2.1.4. Le produit	66
2.1.5. Le prix	66
2.1.6. La promotion (communication)	66
2.2. Analyse financière du projet	67
2.2.1. Analyse financière sommaire (Annexe 2)	67
2.2.1.1. Les charges d'investissement (Annexe 2.1)	67
2.2.1.2. Le fonds de roulement (Annexe 2.2)	67
2.2.1.3. Le coût du projet (Annexe 2.3)	67
2.2.1.4. Dépenses d'exploitation	67
2.2.1.5. Evaluation des recettes d'exploitation (Annexe 2.5)	68
2.2.1.6. L'échéancier des flux financiers	68
2.2.1.7. Type de financement	68
2.2.1.8. Le RUMI	68

2.2.1.9. Le risque financier	68
2.2.1.10. Délai de récupération	69
2.2.2. Analyse financière détaillée	69
2.2.2.1. Dotations aux amortissements	69
2.2.2.2. Plan de financement (Annexe 2.9)	69
2.2.2.3. Remboursement de l'emprunt	69
2.2.2.4. Compte de résultat prévisionnel et la CAF	70
2.2.2.5. Le tableau d'équilibre des emplois et des ressources	70
2.2.2.6. Les différentes rentabilités : des actionnaires, des fonds propres et des capitaux investis	70
Chapitre 4 : RESULTATS ATTENDUS, PERSPECTIVES ET PLANNING DES ACTIVITES	71
Section 1 : Résultats attendus ou impacts du projet	71
1.1. L'impact social	71
1.2. L'impact environnemental	71
1.3. L'impact économique	71
Section 2 : Perspectives et planning des activités	72
2.1. Perspectives	72
2.2. Planning des activités du projet	72
2.3. RECOMMANDATIONS	73
CONCLUSION GENERALE	74

ANNEXES	77
BIBLIOGRAPHIE	91
TABLE DES MATIERES	93

CESAG - BIBLIOTHEQUE